



Note d'Orientation : Approche Technique et Mise en Œuvre Opérationnelle

RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE

**Une voie pour renforcer l'accès des enfants et jeunes à leurs
droits et bâtir des sociétés inclusives et pacifiques**

Edition 2026





Table des matières

1. INTRODUCTION	
1.1. Le renforcement de la cohésion sociale	6
1.2. Portée et objectifs	7
2. COMPRENDRE ET DÉFINIR LA COHÉSION SOCIALE	9
2.1. L'importance de la cohésion sociale	9
2.1.1. Cohésion sociale : un moteur de sociétés pacifiques et inclusives	9
2.1.2. Renforcer la cohésion sociale : un levier pour l'accès des enfants et des jeunes à leurs droits	10
2.2. Définitions et cadre conceptuel	12
2.2.1. Définitions et composantes de la cohésion sociale	12
2.2.2. La cohésion sociale selon Terre des hommes	13
2.4. Comprendre et conceptualiser la cohésion sociale : un préalable essentiel au travail de programmation (conceptualisation et mise en œuvre)	15
3. RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE	16
3.1. Un objectif au cœur de la stratégie et des interventions de Tdh	17
3.2. Pourquoi faut-il renforcer la cohésion sociale ?	17
3.3. Comment Tdh renforce-t-elle la cohésion sociale ?	20
3.3.1. Trois leviers d'action prioritaires	20
3.3.2. Le rôle central des E&J : moteurs et acteurs de la cohésion sociale	20
4. MESURER ET ÉVALUER LA COHÉSION SOCIALE	23
4.1. Mesurer la cohésion sociale	23
4.2. L'Indice de Cohésion Sociale (ICS)	23
4.2.1. Contexte	23
4.2.2. Méthodologie et dimensions	23
4.2.3. Adaptation aux spécificités nationales	24
4.2.4. Avantages et limites	24
Bibliographie	26

A propos

La Fondation Terre des hommes Lausanne (Tdh) est la plus grande organisation suisse de défense des droits de l'enfant. Depuis 1960, Tdh œuvre pour bâtir un avenir meilleur pour les enfants et leurs communautés en proposant des solutions innovantes et durables. Présente dans plus de 30 pays, l'organisation collabore étroitement avec des partenaires locaux et internationaux pour améliorer la vie quotidienne de millions d'enfants et de jeunes grâce à des programmes en santé, en accès à la justice et en mobilité. Notre action est rendue possible par la générosité de particuliers et d'institutions, tout en maintenant des frais administratifs réduits au strict minimum.

Impressum

Responsables de la publication : Laura JACQUES (auteure principale), Marta GIL GONZALEZ (contributeur technique principale), Yann COLLIU et Sophie BARBEY. Équipe de Programmes et Expertise de Tdh.

Photos : Les images publiées dans ce document ont été mises à disposition par des photographes professionnels engagés auprès de Terre des hommes : Joakim Löb, Fabrice Cregut, Jean-Luc Marchina, Odile Meylan, Ollivier Girard, Martina Balicalupo et Roger LeMoine.

Tdh reconnaît particulièrement l'engagement de ses équipes nationales dont le dévouement a grandement contribué à ce travail et dont les précieuses contributions, discussions approfondies et apports ont été essentiels à l'élaboration de cette note.

Cette note d'orientation a également bénéficié de nombreuses contributions, points de vue et observations d'autres membres de l'équipe de la Fondation Terre des hommes Lausanne : Boubacar Tchiombiano, Leila Fasseaux, Lamine Doucoure, Lourdes Carrasco Colom, Sophie Barbey, Orinda Gjoni et Julia Mihalcea Condé. Leur collaboration et leur soutien ont été précieux tout au long du processus.

Version : Publication en français. Édition 2026.

© 2026, Terre des hommes – Aide à l'enfance.



1. INTRODUCTION

1.1. Le renforcement de la cohésion sociale

À l'échelle mondiale, les tensions et pressions menaçant la cohésion sociale sont aujourd'hui plus palpables que jamais. L'accroissement des inégalités économiques, la fragmentation identitaire et la montée des discours de haine alimentent un climat de défiance et de polarisation. Cette érosion du lien social favorise l'adhésion à des visions manichéennes du monde, nourrissant l'émergence et l'engagement à des discours et groupes radicaux. En retour, ces dynamiques affaiblissent encore davantage la cohésion sociale, exacerbant les divisions et rendant les sociétés plus vulnérables à une spirale de violences et d'instabilité. Ce cercle vicieux, s'autoalimentant, constitue un défi majeur pour la stabilité et la résilience des sociétés contemporaines.

La cohésion sociale est un pilier fondamental du développement durable et de la construction de sociétés pacifiques et inclusives. En renforçant la solidarité, le respect mutuel et l'accès équitable aux droits fondamentaux, elle garantit un environnement plus stable et protecteur, notamment pour les enfants et les jeunes (E&J).

Dans une société cohésive, les enfants et les jeunes évoluent dans un cadre plus favorable à leur épanouissement, avec un accès équitable à l'éducation, aux opportunités socio-économiques et à la protection de leurs droits. Ils ont également plus de possibilités de s'exprimer et de participer activement aux décisions qui les concernent.

Un environnement stable et inclusif renforce leur confiance dans les institutions et leur capacité à lutter contre l'exclusion. En favorisant le dialogue et la justice sociale, la cohésion sociale contribue au développement de compétences en gestion des conflits et en justice restaurative, encourageant ainsi des interactions plus apaisées.

En définitive, la cohésion sociale constitue un levier puissant pour garantir l'égalité des droits et offrir à chaque enfant et jeune les outils nécessaires pour bâtir des sociétés plus justes, solidaires et harmonieuses pour tous.

Terre des hommes Lausanne (Tdh) et ses partenaires s'engagent à promouvoir des sociétés plus

pacifiques et inclusives, en ligne avec l'Objectif de Développement Durable 16 des Nations Unies. À travers son Programme Accès à la Justice (A2J), déployé dans plus de 30 pays, Tdh œuvre pour un accès à la justice centré sur les enfants et les jeunes. Convaincue que la cohésion sociale est essentielle à cette mission, l'organisation l'a intégrée comme un pilier central de sa Théorie du Changement.

Tdh définit la cohésion sociale comme la qualité des relations au sein d'une société, fondée sur la réduction des inégalités, le respect de la diversité et la confiance mutuelle entre les groupes sociaux et envers les pouvoirs publics. Elle repose sur la capacité de la société à gérer pacifiquement les conflits, la mise en place d'institutions représentatives et la volonté de construire une société inclusive et pacifique, en mettant l'accent sur un impact positif sur les droits des enfants et des jeunes.

Tdh met en œuvre de nombreux projets de renforcement de la cohésion sociale, en particulier dans les pays post-conflit et les contextes de violence croissante. L'organisation concentre son travail et axe ses interventions pour renforcer la cohésion sociale à travers trois principaux leviers d'action :

- 1. Prévenir la violence chez les enfants et les jeunes, y compris la prévention de l'extrémisme violent**
- 2. Renforcer la participation des enfants et des jeunes à la gouvernance locale, à l'engagement civique et à la gestion des conflits**
- 3. Garantir un accès effectif à une justice de proximité et renforcer l'autonomisation juridique des enfants, des jeunes et ses communautés**

Grâce à ces interventions, Tdh vise à créer un environnement où les enfants et les jeunes peuvent s'épanouir, jouir pleinement de leurs droits et contribuer activement à la construction de sociétés pacifiques et inclusives.

1.2. Portée et objectifs

La **Note d’Orientation Renforcer la Cohésion Sociale** définit un cadre conceptuel clair de la cohésion sociale et précise le cadre stratégique et programmatique de Tdh en matière de renforcement de la cohésion sociale. Elle vise également à aider les équipes de Tdh et leurs partenaires à définir et mesurer la cohésion sociale, à identifier les pressions et facteurs de division, et à concevoir des interventions fondées sur ces éléments et sur le changement social souhaité par la société. Par ailleurs, elle offre des orientations pour un suivi rigoureux de leur impact, garantissant ainsi des actions plus efficaces et durables.

Cette Note d’Orientation est accompagnée de **trois Guides Programmatiques**, qui servent de référence pour les interventions de Tdh en faveur de la cohésion sociale. S’appuyant sur les bonnes pratiques de terrain et des données probantes, ces guides fournissent un cadre programmatique détaillé pour chaque domaine d’action, des approches, des conseils pratiques et des recommandations concrètes ajustables aux spécificités de chaque pays et communauté ciblée. De plus, ils recensent les bonnes pratiques observées sur le terrain et orientent les lecteurs vers des ressources complémentaires.

Conçus pour accompagner toutes les phases du cycle de programmation, cette Note et ses Guides fournissent des conseils pratiques applicables aussi bien aux projets autonomes qu’aux initiatives intégrées.

Il est essentiel que les interventions développées par le personnel de Tdh s’alignent sur ce cadre tout en restant flexibles. Celui-ci doit être utilisé avec discernement et créativité, en s’inspirant d’expériences diverses. Il ne s’agit pas d’un document rigide, mais d’un guide destiné à assurer une cohérence globale tout en laissant place à l’adaptation et à l’innovation dans les approches mises en œuvre.

Comment naviguer à travers cette note d’orientation ?

Le Chapitre 1 introduit cette note d’orientation sur le renforcement de la cohésion sociale en précisant la portée et les objectifs de cette guidance programmatique.

Le Chapitre 2 souligne l’importance de la cohésion sociale pour l’émergence de sociétés pacifiques, justes et inclusives, ainsi que pour garantir l’accès des enfants et des jeunes (E&J) à leurs droits. Il analyse les définitions de la cohésion sociale, identifie les composantes d’une société cohésive et présente un cadre conceptuel, tout en reconnaissant que ce concept est dynamique et que son interprétation varie selon les contextes et les dynamiques sociétales.

Le Chapitre 3 met en lumière le rôle central du renforcement de la cohésion sociale dans la mission et la stratégie programmatique de Tdh (Théorie du Changement). Il précise les principaux leviers d’action et la trajectoire de changement sur lesquels Tdh s’appuie pour renforcer durablement la cohésion sociale, tout en soulignant son engagement essentiel à placer les enfants et les jeunes au cœur de ses interventions pour favoriser une cohésion sociale durable.

Le Chapitre 4 propose un cadre d’évaluation offrant des orientations sur la manière de mesurer concrètement la cohésion sociale et d’évaluer l’impact des projets en la matière. Il introduit l’Indice de Cohésion Sociale (ICS), une mesure indiciaire développée par Tdh, permettant d’analyser la cohésion sociale au sein d’un groupe donné et d’évaluer l’impact de ses projets de renforcement de la cohésion sociale.

2. COMPRENDRE ET DEFINIR LA COHESION SOCIALE



2.1. L'importance de la cohésion sociale

Pourquoi est-il important de renforcer la cohésion sociale ? Pourquoi la cohésion sociale est-elle un préalable à la création de sociétés pacifiques, justes et inclusives et capitale pour renforcer l'accès effectif des enfants et des jeunes à leurs droits ? Malgré la complexité conceptuelle de la cohésion sociale, chercheurs et praticiens s'accordent sur son rôle fondamental dans le développement de nos sociétés et le bien-être de leurs membres. Elle favorise la confiance, réduit les inégalités et permet à chacun de s'intégrer pleinement dans une société inclusive et solidaire. Une société cohésive profite autant aux individus qu'à l'ensemble de la communauté, renforçant ainsi la paix et le développement durable.

2.1.1. Cohésion sociale : un moteur de sociétés pacifiques et inclusives

Les recherches en sociologie, psychologie sociale et économie montrent que les sociétés cohésives bénéficient d'une meilleure gouvernance¹, d'une prospérité économique accrue et d'une plus grande résilience face aux conflits et crises.²

Un fort sentiment d'appartenance : Les citoyens de sociétés cohésives partagent des normes et valeurs communes, ce qui renforce la confiance, la solidarité et la sécurité collective.³

Promotion de la diversité et l'inclusion : Une société cohésive favorise la tolérance, la diversité et la reconnaissance des contributions de chacun, y compris celles des groupes minoritaires, permettant

aux membres de la société de s'épanouir autant dans leur individualité qu'au sein de la collectivité.⁴

Renforcement des institutions démocratiques et participatives : En réduisant les inégalités et en favorisant la participation citoyenne, la cohésion sociale soutient des institutions plus solides et inclusives. Cela favorise l'émergence de normes de citoyenneté plus fortes et des niveaux plus élevés de gouvernance institutionnalisée et encourage un engagement civique et politique accru.⁵ La cohésion sociale fournit une base pour l'émergence de nations démocratiques et de citoyennetés participatives.⁶

Réduction des tensions et conflits : Les sociétés cohésives ont également démontré une meilleure capacité à gérer leurs conflits, à lutter contre la criminalité et à éviter les escalades de violence.⁷ Grâce à une justice accessible et équitable, des voies de recours effectives et des mécanismes alternatifs (inclusifs) de résolution des conflits (MARC), les sociétés cohésives privilégient la résolution pacifique de leurs différends.⁸

La justice restaurative : un levier pour la cohésion sociale

Une société cohésive repose notamment sur l'implémentation d'une justice restaurative, qui vise la réparation du tort causé, la restauration du lien social, et la réinsertion sociale du contrevenant. Contrairement à une justice purement punitive, cette approche implique toutes les parties concernées (victimes, auteurs et communauté), en offrant aux victimes un espace pour exprimer leurs souffrances,

¹ PNUD, Renforcer la cohésion sociale, Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020 ; Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016 ; Jenson et Beauvais, Social Cohesion: Updating the State of the Research.

² Jenson et Beauvais, Social Cohesion: Updating the State of the Research, 2002 ; Jenson, Defining and Measuring Social Cohesion, Commonwealth Secretariat and United Nations Research Institute for Social Development, 2010 ; La Commission Economique pour l'Afrique, La cohésion Sociale en Afrique de l'Est, 2016 ; Burns, J., G. Hull, K. Lefko-Everett And L. Njzela, "Defining Social Cohesion," AFD Research Papers Series, No. 2018-72 ; Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016 ; Knack et Keefer, Does social capital have an economic payoff? A cross-country investigation, The Quarterly Journal of Economics, Vol. 112, No. 4, 1997 ; Chan, Joseph, Ho-pong To, Elaine Chan, 2006, Reconsidering social cohesion: developing a definition and analytical framework for empirical research, Springer ; Berkman, Lisa F, Ichiro, Kawachi et M. Maria Glymour, 2014, Social Epidemiology, Oxford University Press, New York, 174-190 ; World Bank, 1998, The initiative on defining, monitoring and measuring social capital - overview and program description ; PNUD, Renforcer la

cohésion sociale- Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020.

³ PNUD, Renforcer la cohésion sociale, Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020 ; UNDP, Community security and social cohesion, Towards a UNDP approach, 2009.

⁴ Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016 ; Burns ; Hull ; Lefko-Everett et Njzela, "Defining Social Cohesion", AFD Research Papers Series, No. 2018-72, 2018.

⁵ PNUD, Renforcer la cohésion sociale, Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020 ; Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016 ; International Institute for Democracy and Electoral Assistance, Social cohesion and Democracy, 2009.

⁶ International Institute for Democracy and Electoral Assistance, Social cohesion and Democracy, 2009.

⁷ World Bank, Pathways for Peace Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict, 2018.

⁸ Hudson, Maria et al. (2007). Social Cohesion in Diverse Communities. Joseph Rowntree Foundation ; PNUD, Renforcer la cohésion sociale, Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020.

et aux contrevenants de prendre conscience de leurs actes et de se réinsérer dans la communauté. Cette approche réduit la récidive et favorise la restauration de l'harmonie sociale.⁹

Résilience et croissance économique : En garantissant un accès équitable aux ressources, aux services publics, à des réseaux de soutien sociaux robustes¹⁰ et aux opportunités, les sociétés cohésives réduisent les écarts de revenus, stimulent la productivité et favorisent une croissance soutenue tout en résistant mieux aux crises.¹¹

Confiance et dialogue : En valorisant le respect mutuel, l'interdépendance entre ses différents groupes sociaux et en réduisant les divisions identitaires (ethniques, religieuses, etc.), la cohésion sociale affaiblit les discours haineux et extrémistes.¹² Lorsque les sociétés sont plus cohésives et que les canaux de dialogue, de coopération et d'interaction sont multiples et à plusieurs niveaux, les discours polarisants et identitaires sont davantage susceptibles d'échouer.¹³

La cohésion sociale est au cœur des stratégies de consolidation de la paix

Depuis une décennie, l'amélioration de la cohésion sociale est devenue centrale dans les programmes de prévention de la violence et de consolidation de la paix, notamment dans les contextes fragiles et post-conflit. Ces initiatives se distinguent par :

- Une approche multisectorielle et pluridimensionnelle permettant de traiter un large éventail de problématiques socio-économiques et politiques, au-delà de la simple résolution immédiate des conflits ;
- Une participation inclusive garantissant que personne ne soit laissé pour compte et

⁹ Fitzduff, Mari, 2007, Measuring Social Inclusion and Cohesion. the Challenges, Brandeis University; Search for Common Ground, 2015, Social Cohesion Framework, social cohesion for stronger communities; World Bank, 2000, The nexus between violent conflict, social capital and social cohesion: case studies from Cambodia and Rwanda; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) 2009, Community Security and Social Cohesion Towards a PNUD Approach; PNUD et the Centre for Sustainable Peace and Democratic Development, 2015, Predicting Peace - The Social Cohesion and Reconciliation Index as a Tool for Conflict Transformation.

¹⁰ Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016; La Commission Economique pour l'Afrique, la cohésion Sociale en Afrique de l'Est, 2016; Manole, Alina Magdalena, 2012, Social cohesion –

- La restauration d'un contrat social solide entre l'État et la population, essentiel pour la paix et le développement durable.

Ces considérations ont amené des organisations internationales comme le PNUD, la Banque mondiale et l'OCDE à adopter des stratégies centrées sur les liens sociaux pour s'attaquer aux causes profondes des conflits. Ainsi, la cohésion sociale est désormais perçue comme un levier incontournable pour bâtir des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

Le 16 mai, la journée internationale du vivre ensemble en paix

Le 16 mai marque la Journée internationale du vivre-ensemble en paix, instaurée par l'ONU en 2017. Elle vise à mobiliser les États et la communauté internationale pour promouvoir la paix, la tolérance et la solidarité. C'est l'occasion d'affirmer la volonté de vivre ensemble dans la diversité. Les États sont encouragés à œuvrer pour la réconciliation et le développement durable en collaborant avec les communautés et les chefs religieux, en adoptant des actions solidaires et en favorisant le pardon et la compassion.¹⁴

2.1.2. Renforcer la cohésion sociale : un levier pour l'accès des enfants et des jeunes à leurs droits

Les bénéfices de la cohésion sociale s'étendent au-delà de ces dimensions collectives. Elle favorise un accès effectif aux droits fondamentaux en renforçant l'équité, la solidarité, la sécurité et la justice. Un environnement cohésif permet à chacun, en particulier les enfants et jeunes, de jouir de ses droits fondamentaux et d'évoluer dans des conditions propices à son développement personnel et citoyen,

a post-crisis analysis, Theoretical and Applied Economics, vol. XVIII(2012), issue 11(576).

¹¹ Casey, Gregory, et Ann Owen (2014). Inequality and fractionalization. World Development, vol. 56 Jenson, Defining and Measuring Social Cohesion, Commonwealth Secretariat and United Nations Research Institute for Social Development, 2010.

¹² UNDP, Forging Resilient Social Contracts: A Pathway to Preventing Violent Conflict and Sustaining Peace, 2018.

¹³ PNUD, Renforcer la cohésion sociale, Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020.

¹⁴ Nations Unies, Journée internationale du vivre ensemble en paix 16 mai, <https://www.un.org/fr/observances/living-in-peace-day>

indépendamment de son origine, genre, statut économique ou croyances.

Grandir dans un environnement sécurisant et épanouissant : Pour assurer leur développement physique, mental et émotionnel, les E&J doivent évoluer dans un cadre sûr et bienveillant.¹⁵ La confiance mutuelle et des relations harmonieuses entre les membres de la société réduisent les tensions et les conflits, créant ainsi un climat favorable à l'exercice de leurs droits. Dans un tel environnement, les institutions sont perçues comme protectrices et accessibles, et les E&J savent à qui s'adresser en cas de violations de leurs droits ou face à des situations de violence.¹⁶

Connaître et revendiquer ses droits : Dans une société cohésive, la solidarité et l'inclusion facilitent la protection et l'exercice des droits des plus jeunes. L'éducation juridique y joue un rôle central en sensibilisant les E&J à leurs droits et responsabilités, notamment en matière de participation citoyenne. Mieux informés, ils sont plus enclins à s'impliquer dans les normes et processus décisionnels et à contribuer activement au développement et à la gouvernance de leur communauté.¹⁷

Cultiver le vivre-ensemble et apprendre la gestion pacifique des conflits : La cohésion sociale encourage la cohabitation harmonieuse des divers groupes sociaux et enseigne aux enfants l'importance du dialogue, de la tolérance et des mécanismes pacifiques de gestion des conflits. En grandissant dans un tel cadre, ils acquièrent des compétences essentielles qui les aident à résoudre les différends de manière constructive et pacifique. Cette résilience sociale leur permet de faire face aux défis de la vie et d'éviter les spirales de violence.

Encourager la participation des jeunes à la société : L'inclusion favorise la participation active des E&J dans la vie sociale, économique et politique. Lorsqu'ils se sentent écoutés et valorisés, ils

s'impliquent davantage dans les initiatives communautaires et politiques. Ce rôle actif leur permet de veiller à ce que leurs droits soient pris en compte et que les politiques publiques répondent à leurs besoins et aspirations.

Valoriser la diversité et renforcer le sentiment d'appartenance : Un environnement social cohésif reconnaît la diversité et promeut l'inclusion. Les E&J y apprennent à respecter les différences, à lutter contre les inégalités et à venir en aide aux plus vulnérables. Cela renforce leur sentiment d'appartenance et leur dignité, des éléments essentiels à leur construction identitaire et à leur épanouissement personnel. À l'inverse, un climat d'exclusion accroît les risques de marginalisation et de violence, notamment à travers des phénomènes tels que la violence des gangs ou les discriminations sexospécifiques.¹⁸

Le Bonheur National Brut (BNB) au Bhoutan : un modèle de cohésion sociale

Le Bhoutan illustre l'impact positif de la cohésion sociale sur l'éducation et le bien-être des jeunes. Fondée sur des valeurs de paix, d'harmonie et de cohabitation, la société bhoutanaise intègre des compétences sociales dans l'enseignement, notamment la gestion pacifique des conflits et la résolution des différends par le dialogue.¹⁹ Le concept de Bonheur National Brut (BNB) privilégie le bien-être collectif sur la seule croissance économique, en mettant l'accent sur la préservation des valeurs culturelles et environnementales. Dès leur plus jeune âge, les enfants sont encouragés à cultiver l'intelligence émotionnelle et la compassion, favorisant ainsi un climat de confiance et de solidarité.²⁰

¹⁵ Tdh, Vers la résilience psychosociale et le bien-être, Guide Opérationnel, 2017 ; Tdh, Travailler avec des enfants et leur environnement, 2012 ; UNDP, Strengthening Social Cohesion - an Opportunity for for Mental Health and Human Development? The Druk Journal, International Perspectives volume 9, Issue 1., 2019 ;

¹⁶ Dragolov, G., Ignácz, Z., Lorenz, J., Delhey, J. and Boehnke, K. (2013b). Social Cohesion Radar Measuring Common Ground: An International Comparison of Social Cohesion Codebook. Bertelsmann Stiftung; Pervaiz, Z., Chaudhary, A. R. and van Staveren, I. (2013). Diversity, Inclusiveness and Social Cohesion. Institute of Social Studies, Working Paper No 2013-1.

¹⁷ International Institute for Democracy and Electoral Assistance, Social cohesion and Democracy, 2009.

¹⁸ Terre des hommes, Wana Institute, Concevoir autrement les motivations menant à l'extrémisme violent: un programme pour la résilience des enfants et des jeunes, 2018.

¹⁹ Maria Carasco Rey, Bhutan's Gross National Happiness Framework implements a holistic approach to progress and well-being, Pathfinders, 2023; Matthew J. Schuelka, T.W. Maxwell, Education in Bhutan, Culture, Schooling, and Gross National Happiness, Springer, 2016.

²⁰ George W. Burns, Gross National Happiness: a gift from Bhutan to the world, Springer, 2010.

2.2. Définitions et cadre conceptuel

2.2.1. Définitions et composantes de la cohésion sociale

Concept multidimensionnel et évolutif, la cohésion sociale varie selon les contextes et terminologies (vivre ensemble²¹, Ubuntu²², capital social²³). Bien qu'étudiée depuis le 19^e siècle par des penseurs comme Durkheim et Tönnies, aucune définition universelle n'existe.²⁴ Dans ses premiers jours, la cohésion sociale était définie comme "la manière dont les membres d'une société sont liés entre eux et à la force des liens qui les unissent".²⁵

Depuis les années 90, la cohésion sociale est devenue un enjeu central des politiques publiques et un macro-objectif des programmes de paix et de développement. Plusieurs institutions ont tenté de la définir :

- **UNICEF** : Qualité de la coexistence entre groupes d'une société, mesurée par la confiance mutuelle, les valeurs partagées et la justice sociale.²⁶
- **PNUD** : État de convergence d'une société où les citoyens interagissent autour d'institutions communes, avec confiance dans l'État et volonté de bâtir une paix durable.²⁷
- **Conseil de l'Europe** : Capacité d'une société à assurer le bien-être de tous, réduire les inégalités et favoriser une communauté solidaire.²⁸

²¹ Dans les pays francophones d'Europe occidentale et d'Afrique de l'Ouest, le mot « vivre ensemble » est fréquemment utilisé dans le langage commun comme expression équivalente et interchangeable au mot « cohésion sociale ». La Commission Permanente « Vivre ensemble de l'Association internationale des Maires francophones définit le vivre ensemble comme un « un processus dynamique que tous les acteurs mettent en place pour favoriser l'inclusion et le sentiment d'appartenance à différentes échelles. Faire la promotion du vivre ensemble, c'est reconnaître toutes les formes de diversité, lutter contre la discrimination et faciliter la cohabitation harmonieuse. Les différents acteurs du milieu travaillent en concertation pour faciliter l'émergence des valeurs communes qui contribuent à la cohésion sociale. », AIMF.

²² Pour de nombreux philosophes et sociologues africains, il existe des parallèles entre la cohésion sociale et Ubuntu – un concept partagé par de nombreux groupes culturels et avec des variations dans plusieurs langues qui signifie « l'importance de la communauté, l'altruisme, la solidarité, le partage et la bienveillance ». Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016.

²³ Dans l'approche nord-américaine, on retrouve le concept de cohésion sociale à travers la notion du capital social (« social capital », en anglais). Le capital social est généralement compris comme l'accumulation de confiance et de volonté de coopérer dans une société, sur la base d'expériences acquises d'interactions, de réseaux

- **Banque Mondiale** : Absence de conflits latents et présence de liens sociaux forts, appuyés par des institutions solides et une gouvernance démocratique.²⁹

Bien que la cohésion sociale soit étudiée sous différentes perspectives, il existe un certain consensus sur le fait que la cohésion sociale comprend les éléments fondamentaux suivants³⁰ :

- **Gestion de la diversité et cohabitation harmonieuse** : La cohésion sociale implique la capacité d'une société à favoriser l'acceptation et l'intégration de ses différents groupes sociaux (culturels, ethniques, religieux) et à assurer une cohabitation harmonieuse et pacifique en encourageant le dialogue et évitant les discriminations.
- **Qualité des relations, interaction et confiance** : La cohésion sociale repose sur des relations interpersonnelles et intergroupes solides, caractérisées par un haut niveau de confiance et de coopération. Plus ces liens sont forts, plus la société est résiliente face aux tensions.
- **Sentiment d'appartenance et valeurs partagées** : L'adhésion à des normes communes, une identité collective et le partage d'une vision commune renforcent la solidarité et la participation citoyenne. Un fort

et de liens coopératifs, et d'échanges économiques mutuellement bénéfiques

²⁴ Terre des hommes Lausanne, Concevoir et développer une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso, 2021 ; Burns, Hull, Lefko-Everett et Njzela, "Defining Social Cohesion", AFD Research Papers Series, No. 2018-72, 2018. Bruhn, J. G. (2009). The Group Effect: Social Cohesion and Health Outcomes. London and New York: Springer ; Dragolov, G., Ignácz, Z., Lorenz, J., Delhey, J. and Boehnke, K. (2013a). Social Cohesion Radar Measuring Common Ground: An International Comparison of Social Cohesion. Bertelsmann Stiftung.

²⁵ Emile Durkheim, De la division du travail sociale, 1983 ; Dragolov, G., Ignácz, Z., Lorenz, J., Delhey, J. and Boehnke, K. (2013a). Social Cohesion Radar Measuring Common Ground: An International Comparison of Social Cohesion. Bertelsmann Stiftung.

²⁶ UNICEF, Key Peacebuilding Concepts for the Peacebuilding, Education, and Advocacy (PBEA) programme.

²⁷ PNUD, Renforcer la cohésion sociale, Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020.

²⁸ Conseil de l'Europe, la Stratégie de cohésion sociale révisée du Conseil de l'Europe, 2010.

²⁹ The World Bank, Violent Conflict and the Transformation of Social Capital, 2000.

³⁰ Terre des hommes Lausanne, Concevoir et développer une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso, 2021.

sentiment d'appartenance contribue à la stabilité sociale et au respect des institutions.

- **Confiance envers les institutions** : Une société cohésive se caractérise par une confiance des citoyens envers les autorités et les structures étatiques. Cette confiance repose sur la transparence, l'équité, la représentativité et la légitimité des institutions.
- **Perception d'inclusion économique et sociale** : La perception d'une répartition équitable des ressources et des opportunités réduit les inégalités et favorise la participation active de tous à la vie économique et sociale. L'accès aux services essentiels (éducation, santé, emploi) est un facteur clé de cohésion.

- **Mécanismes de gestion des conflits** : Une société cohésive dispose de mécanismes accessibles et justes pour résoudre les conflits. La présence d'institutions judiciaires fiables, de mécanismes alternatifs de règlement des conflits et de voies de recours effectives permet d'éviter l'escalade des conflits et de préserver la paix sociale.
- **Sécurité et stabilité** : L'absence de violence, de conflits ou de criminalité renforce le sentiment de protection individuelle et collective. La cohésion sociale s'appuie sur un environnement où chacun se sent en sécurité.

Ces éléments interagissent et évoluent en fonction des contextes, rendant la cohésion sociale un concept dynamique et non un état figé.

2.2.2. La cohésion sociale selon Terre des hommes

S'appuyant sur ses travaux de recherche et sa pratique, Tdh définit la cohésion sociale comme :

« La qualité des relations au sein d'une société, fondée sur la réduction des inégalités, le respect de la diversité et la confiance mutuelle entre les groupes sociaux et envers les pouvoirs publics. Elle repose sur la capacité de la société à gérer pacifiquement les conflits, la mise en place d'institutions représentatives et la volonté de construire une société inclusive et pacifique, en mettant l'accent sur un impact positif sur les droits des enfants et des jeunes ».

Six composantes principales la caractérisent :

1. **Les relations sociales** englobent la confiance inter-groupes et inter-individus (horizontale) à diversité, le respect mutuel et la solidarité.

2. **L'appartenance** repose sur des valeurs partagées, un sentiment d'appartenance, le partage d'une vision et identité commune.
3. **L'inclusion** fait référence à la répartition équitable des ressources et des opportunités et à la participation active de tous à la vie économique et sociale.
4. **La légitimité** se traduit par la confiance dans les institutions (verticale) et une gouvernance inclusive et représentative.
5. **La gestion des conflits** repose sur l'accès à la justice et des mécanismes pacifiques de résolution.
6. **La sécurité et la paix** se réfèrent à l'absence d'escalade de violence et de criminalité, au sentiment de sécurité personnelle et collective et à la perception d'une paix durable.³¹

Dimension horizontale et verticale

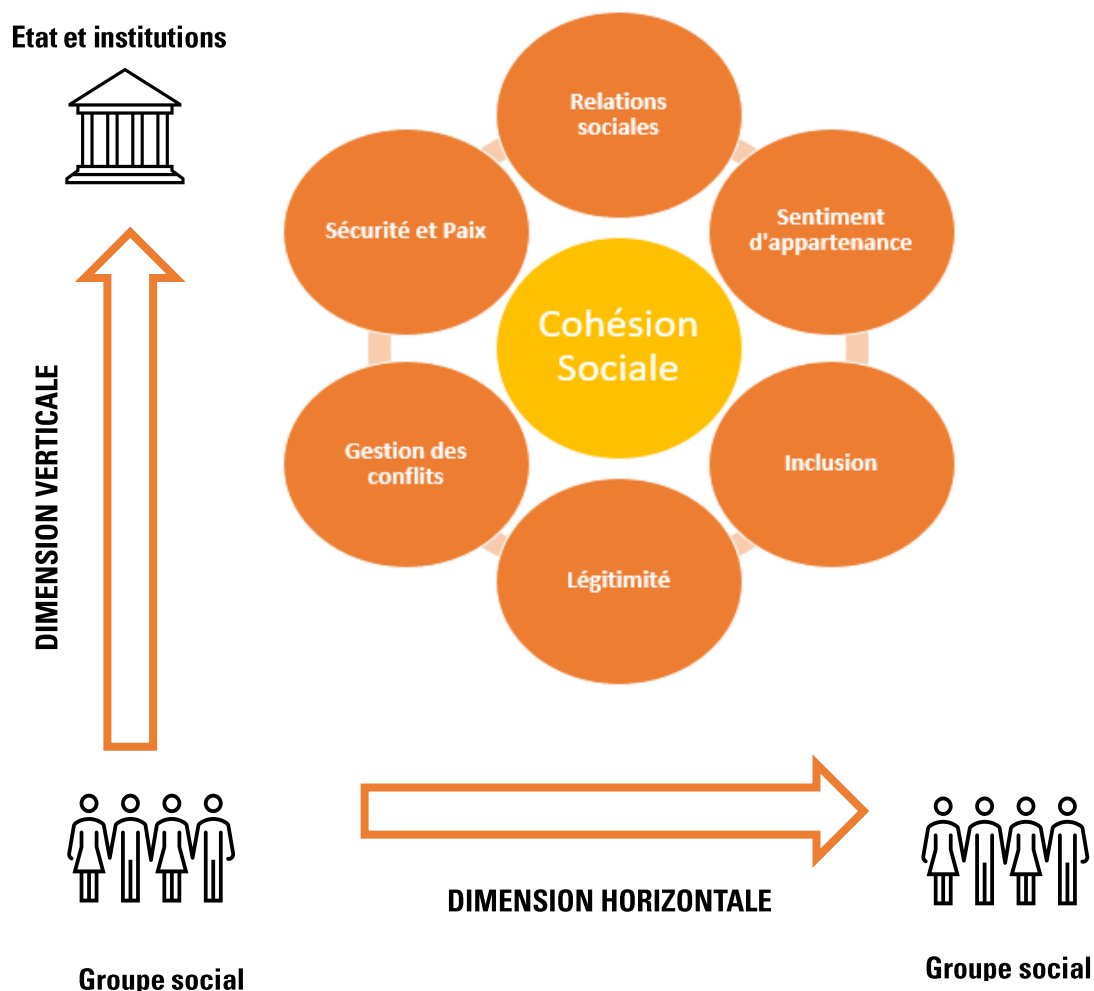
La cohésion sociale se décline en deux dimensions. La **dimension horizontale** concerne les relations et interactions entre individus et groupes sociaux, reflétant leur interdépendance

³¹ Terre des hommes, Concevoir et développer une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso, 2021.

et solidarité.³² La **dimension verticale** renvoie à la relation entre citoyens et institutions, incarnant la confiance envers l'État³³ et son rôle dans la gouvernance, la justice et les services publics.³⁴

En somme, une cohésion sociale forte repose sur des liens de confiance et de solidarité tant entre les individus qu'avec les institutions, garantissant des relations justes et durables.³⁵

Figure 1. Cadre conceptuel de la cohésion sociale de Tdh



³² Hooghe, Marc, 2011, The Development of a Comprehensive Social Cohesion Indicator for Belgian Communities. Data Reduction Techniques for Community Level Data, 2011.

³³ United Nations Development Programme. Predicting Peace: The Social Cohesion and Reconciliation Index as a Tool for Conflict Transformation. 2015: 70.

³⁴ Larsen and Boehnke, Measuring Social Cohesion in the Kyrgyz Republic The Social Cohesion Index, 2016 ; PNUD, Renforcer la

cohésion sociale, Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020; Terre des hommes Lausanne, Concevoir et développer une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso, 2021.

³⁵ Catholic Relief Services, Le mini-baromètre de la cohésion sociale : un outil pour évaluer et renforcer la cohésion sociale dans les communautés divisées, 2020.

2.4. Comprendre et conceptualiser la cohésion sociale : un préalable essentiel au travail de programmation (conceptualisation et mise en œuvre)

Tdh considère la cohésion sociale un état dynamique, influencé par les événements, les relations et les attitudes.³⁶ Elle évolue à différentes échelles, qu'elles soient géographiques (village, commune, région, nation) ou démographiques (micro, méso, et macro). Elle se manifeste entre individus d'un même groupe, entre groupes distincts (communautés religieuses, linguistiques) ou entre un groupe et l'État.³⁷

Bien que ses composantes restent globalement similaires, les facteurs qui la renforcent ou l'affaiblissent varient selon le contexte, l'histoire et les dynamiques sociales et politiques. Une analyse approfondie des facteurs locaux et nationaux est donc essentielle avant toute intervention. Comprendre les relations de pouvoir, les tensions et les forces d'unité permet d'adapter les actions aux réalités de chaque société.

Ainsi, Tdh prône un processus de contextualisation impliquant autorités et acteurs locaux pour définir la cohésion sociale en fonction de leur vision et de leur cadre de référence. L'intervention s'appuie sur cette définition partagée, garantissant une approche pertinente et ancrée dans la société concernée.³⁸

Vers une vision partagée de la cohésion sociale au Burkina Faso : une approche collective pour des interventions adaptées

Depuis 2020, Terre des hommes (Tdh) mène au Burkina Faso un Programme de Renforcement de la Cohésion Sociale, financé par l'Union Européenne. Avant toute intervention, Tdh a organisé des cadres de concertation réunissant experts et acteurs nationaux pour définir une vision commune de la cohésion sociale burkinabè. Grâce à ce processus collectif de définition nationale, les discussions ont

permis d'identifier les valeurs unificatrices au-delà des divisions et d'analyser les dynamiques sociales influençant la cohésion, tant positivement que négativement. En intégrant les recherches de Tdh sur le contexte politique, socioculturel et économique, ces échanges ont abouti à des interventions adaptées aux réalités du pays. L'appropriation de cette définition par les acteurs nationaux est essentielle pour assurer son acceptation et sa promotion.³⁹

Ressources pour aller plus loin :

- Tdh, Concevoir et développer une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso, 2021.
- Tdh, Étude sur les Besoins et la Satisfaction en matière de Justice dans les zones d'accueil des Populations Déplacées Internes au Burkina Faso, HiIL et UNHCR, 2022.
- Tdh, Analyse de la Cohésion Sociale dans les zones d'intervention du programme de développement d'urgence – PDU, 2024.

³⁶ PNUD, Renforcer la cohésion sociale, Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020 ; Terre des hommes Lausanne, Concevoir et développer une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso, 2021.

³⁷ Terre des hommes Lausanne, Concevoir et développer une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso, 2021.

³⁸ Terre des hommes Lausanne, Concevoir et développer une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso, 2021.

³⁹ Terre des hommes, Concevoir et développer une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso, 2021.



**3. RENFORCER LA
COHÉSION SOCIALE**

3.1. Un objectif au cœur de la stratégie et des interventions de Tdh

Tdh travaille dans plus de 30 pays avec les E&J, leurs familles, les communautés locales et les institutions étatiques à l'amélioration significative et à la promotion d'un accès à la justice à la fois sûr, réparateur et inclusif pour les enfants et les jeunes, où leurs droits sont respectés.⁴⁰ A travers son programme d'Accès à la Justice, Tdh et ses partenaires participent aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour prévenir les conflits, assurer l'accès à la justice pour tous et construire des sociétés pacifiques et inclusives à travers des programmes humanitaires, de consolidation de la paix et de développement (*nexus*).

Au cours des dernières années, le portefeuille de projets de Tdh concernant la prévention et la gestion des conflits, la participation à la gouvernance, la prévention de la violence et de la délinquance, ainsi que l'accès à la justice locale ont contribué à un objectif commun : le renforcement de la cohésion sociale. Tdh agit à différents niveaux pour s'attaquer aux causes profondes des conflits qui conduisent à la violence et entravent l'exercice des droits des enfants et des jeunes, ainsi que leur accès à des institutions de justice efficaces.

En 2023, lors de la révision de la Stratégie de son Programme Accès à la Justice (*A2J Théorie du Changement*), Tdh place la cohésion sociale au cœur de sa stratégie faisant du renforcement la cohésion sociale une des quatre thématiques d'intervention de son programme et un objectif de sa théorie du changement. Le renforcement de la cohésion sociale est dès lors pour Tdh un objectif stratégique programmatique et un objectif commun de ces interventions.

Les travaux et interventions de Tdh en matière de renforcement de la cohésion sociale s'inscrivent dans les efforts généraux que Tdh déploie pour contribuer à l'atteinte de l'objectif de développement durable n°16 (ODD16) des Nations Unies, visant à promouvoir des sociétés plus pacifiques, justes et inclusives. Le renforcement de la cohésion sociale entre les citoyens et l'État, ainsi qu'entre les individus et les groupes sociaux, est un élément central de l'ODD16 et une condition préalable au développement durable et à l'avènement de sociétés pacifiques. Cet objectif, qui vise à mettre en place des institutions réactives et ouvertes ainsi qu'une prise de décisions représentative, répond directement au besoin de renforcer la cohésion sociale⁴¹.

4.2. Pourquoi faut-il renforcer la cohésion sociale ?

Les tensions et pressions menaçant la cohésion sociale

La cohésion sociale repose sur des facteurs structurels et conjoncturels qui unifient la société. Toutefois, divers éléments peuvent l'affaiblir, au risque d'engendrer conflits et violence.

Active dans différents contextes, Tdh a analysé ces facteurs de division et leurs conséquences sur les E&J. Bien que les moteurs de division soient contextuels, certaines dynamiques affectent particulièrement le tissu social.

Récits d'appartenance, idéologies identitaires et extrémisme violent

Les récits identitaires renforcent les divisions sociales et sapent le contrat social en exploitant discrimination, inégalités et gouvernance défaillante. Dans des sociétés multiethniques, l'identité nationale peut être inclusive ou, à l'inverse, fondée sur des critères ethniques, raciaux ou religieux.⁴² Certains discours nationalistes exacerbent les peurs et insécurités, rendant les citoyens vulnérables aux idéologies radicales et à la violence.

L'extrémisme violent révèle souvent un manque de cohésion sociale, exposant des fractures internes profondes également dans des sociétés apparemment résilientes en surface. Il ne se limite

⁴⁰ Terre des hommes, Théorie du Changement du Programme Accès à la Justice, <https://www.tdh.org/fr/mediatheque/documents/theorie-du-changement-programme-acces-a-la-justice-a2>

⁴¹ PNUD, Renforcer la cohésion sociale, Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020.

⁴² PNUD, Renforcer la cohésion sociale, Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020.

pas à perturber la paix et la sécurité mais entraîne des conséquences sociales, culturelles et psychologiques durables sur les E&J et leurs communautés. Une étude de Tdh et du Wanna Institute (2018) a identifié plusieurs motivations au recrutement extrémiste :

- **Motivations structurelles** : répression, corruption, chômage, inégalités, discrimination, tensions intergroupes.
- **Motivations individuelles** : sentiment d'appartenance, statut, recherche d'aventure ou de récompense matérielle.
- **Facteurs d'attraction** : influence de mentors, accès à des réseaux extrémistes, idéologies manichéennes.⁴³

L'étude révèle que les individus rejoignent des groupes extrémistes principalement par rejet d'une situation donnée ou pour des raisons personnelles, influencées par des conditions contextuelles. Face à cette réalité, l'étude critique les mesures répressives et les stratégies de prévention à la radicalisation dites « douces » et propose des alternatives positives et attractives pour les jeunes. Il est crucial de leur offrir des opportunités variées et des compétences favorisant la résilience, l'esprit critique, la gestion des conflits et la participation à la construction d'un avenir pacifique.

"Quand tu as un ami et après il constate que tu es déplacé, il cesse d'être ton ami"

"Nous sommes traités de terroristes presque tous les jours"

"Les enfants des autres communautés n'apprécient pas trop que nous jouions avec eux"

Témoignages d'enfants déplacés internes du nord du Burkina Faso

Une étude menée en 2022 par Tdh et The Hague Institute for Innovation of Law explore la perception de la cohésion sociale chez les E&J déplacés au

nord du Burkina Faso, région fortement touchée par l'extrémisme violent.⁴⁴ Les E&J n'ont pas échappé aux conséquences d'une société fragmentée, marquée par la discrimination ethnique, le sentiment d'exclusion et la méfiance intercommunautaire. Stigmatisés, agressés et exclus des espaces d'enfants par certains membres de la communauté hôte, les enfants déplacés internes âgés de 12 à 15 ans interrogés par Tdh n'ont pas pu cacher leur peine face aux insultes, aux délits de faciès et aux violences auxquels ils sont régulièrement confrontés.⁴⁵

Exclusion légale et marginalisation politique

La représentation politique, la légitimité institutionnelle et la participation citoyenne aux prises de décisions publiques sont des attributs importants de la cohésion sociale d'une société. Lorsque certains groupes, notamment les femmes, les personnes LGBTQIA+ et les jeunes, sont exclus de la prise de décision, cela engendre frustration et défiance envers l'État. Un environnement favorable à la participation citoyenne et à l'action de la société civile renforce le contrat social. À l'inverse, la restriction de l'espace civique limite les interactions, affaiblit la confiance verticale et accentue l'exclusion.

« Le plus grand défi auquel je suis confronté est de ne pas être pris au sérieux. Lorsque je parle à des décideurs politiques, tout ce qu'ils voient, c'est un petit enfant qui fait du bruit. Tout ce qu'ils voient, c'est une personne qui n'a pas assez vécu pour savoir de quoi elle parle »

Jeune, 17 ans Kenya

La criminalisation des mouvements de jeunesse, l'absence de représentation des jeunes femmes dans les institutions et la discrimination politique affaiblissent le lien entre l'État et ses citoyens. Or, les lois et politiques publiques façonnent et influencent directement les relations intergroupes.⁴⁶

⁴³ Tdh et Wanna Institute, Concevoir autrement les motivations menant à l'extrémisme violent: un programme pour la résilience des enfants et des jeunes, 2019.

⁴⁴ Tdh, Etude sur les besoins et la satisfaction des enfants en matière de Justice dans les zones d'accueil des Populations Déplacées Internes au Burkina Faso, Hill et UNHCR, 2022.

⁴⁵ Tdh, Etude sur les besoins et la satisfaction des enfants en matière de Justice dans les zones d'accueil des Populations Déplacées Internes au Burkina Faso, Hill et UNHCR, 2022..

⁴⁶ PNUD, Renforcer la cohésion sociale, Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020.

Absence de justice inclusive et de mécanismes de gestion des conflits

La justice est un catalyseur essentiel de la cohésion sociale. Dans une société dotée d'un ordre juridique équitable, l'accès à la justice garantit le respect des droits, renforce la confiance envers les institutions et favorise la vie en collectivité selon des normes communes. Une justice inclusive, assurant un accès impartial et non discriminatoire à la résolution des conflits par la négociation, la médiation ou une décision tierce, renforce la cohésion sociale en protégeant les droits individuels et en consolidant la confiance dans le système judiciaire. Un accès équitable et rapide à la justice prévient l'escalade des conflits, favorise la compréhension mutuelle et maintient des relations harmonieuses.⁴⁷ À l'inverse, l'absence de justice inclusive ou de mécanismes de gestion des conflits justes accroît le risque de violence, de criminalité et fragilise la cohésion sociale. En 2019, une étude de Tdh a examiné l'accès des E&J syriens à la justice informelle au Liban.⁴⁸ Elle a révélé la marginalisation, le harcèlement et l'exploitation des jeunes Syriens par les communautés hôtes, notamment via le travail forcé

et les violences basées sur le genre. Arrêtés faute de statut de résidence légal, ils subissent des pratiques discriminatoires par les institutions judiciaires et de sécurité. L'absence de recours légaux à la justice étatique et de mécanismes de justice communautaire exacerbe les tensions et divisions sociales, affaiblissant la cohésion entre communautés syriennes et libanaises.⁴⁹

Renforcer la cohésion sociale : inclusion, justice et participation citoyenne

Les tensions identitaires, l'exclusion politique et le manque d'accès à une justice équitable compromettent la cohésion sociale. L'absence d'alternatives positives pour les jeunes et la restriction de l'espace civique alimentent l'extrémisme violent et la marginalisation. Pour renforcer la cohésion sociale, il est essentiel de promouvoir l'inclusion, la justice et la participation citoyenne. Une société plus unie et résiliente repose sur des opportunités équitables pour tous et des mécanismes de dialogue et de résolution des conflits accessibles et justes.

⁴⁷Tdh, Etude sur les besoins et la satisfaction des enfants en matière de Justice dans les zones d'accueil des Populations Déplacées Internes au Burkina Faso, Hill et UNHCR, 2022.

⁴⁸ Tdh, Informal Justice for Children in Syrian Settlements in Lebanon, 2019.

⁴⁹ Tdh, Informal Justice for Children in Syrian Settlements in Lebanon, 2019.

4.3. Comment Tdh renforce-t-elle la cohésion sociale ?

4.3.1. Trois leviers d'action prioritaires

Tdh concentre ses efforts et axe ses interventions pour renforcer la cohésion sociale sur trois principaux leviers d'action :

1. **Prévenir la violence chez les enfants et les jeunes, y compris la prévention de l'extrémisme violent**
2. **Renforcer la participation des enfants et des jeunes à la gouvernance locale, à l'engagement civique et à la gestion des conflits**
3. **Garantir un accès effectif à une justice de proximité et renforcer l'autonomisation juridique**

S'appuyant sur des données probantes et son expertise de terrain, Tdh estime que concentrer ses interventions dans ces domaines d'action permettent de réduire les divisions et les facteurs de conflit et de favoriser un environnement cohésif et inclusif (*effets intermédiaires- changements à moyen terme*). A long terme, elles contribuent à la construction de sociétés plus cohésives et pacifiques, où les enfants et les jeunes peuvent pleinement exercer leurs droits (*impact – changement durable et systémique*).

Tdh n'intervient que dans les contextes où son expertise et ses leviers d'action peuvent apporter une valeur ajoutée significative. Une analyse préalable de la cohésion sociale est essentielle pour évaluer les causes et facteurs de division et déterminer si elles peuvent être traitées par ses domaines d'action (*voir chapitre 4. Mesurer et évaluer la cohésion sociale*).

La **trajectoire de changement** en faveur du renforcement de la cohésion sociale que nous suivons (*voir figure 3 ci-dessous*) offre une vision globale de nos leviers d'action, ainsi que des transformations et des résultats attendus à court et long terme pour instaurer une cohésion sociale durable. Les interventions sont conçues pour agir efficacement au niveau communautaire et institutionnel, en plaçant les E&J au centre du changement social.

En complément de cette Note d'Orientation, trois **Guides Programmatiques** servent de cadre de référence pour la programmation dans ces domaines d'action. Ils précisent notre engagement, détaillent nos approches et proposent des orientations concrètes pour la mise en œuvre de nos interventions.

4.3.2. Le rôle central des E&J : moteurs et acteurs de la cohésion sociale

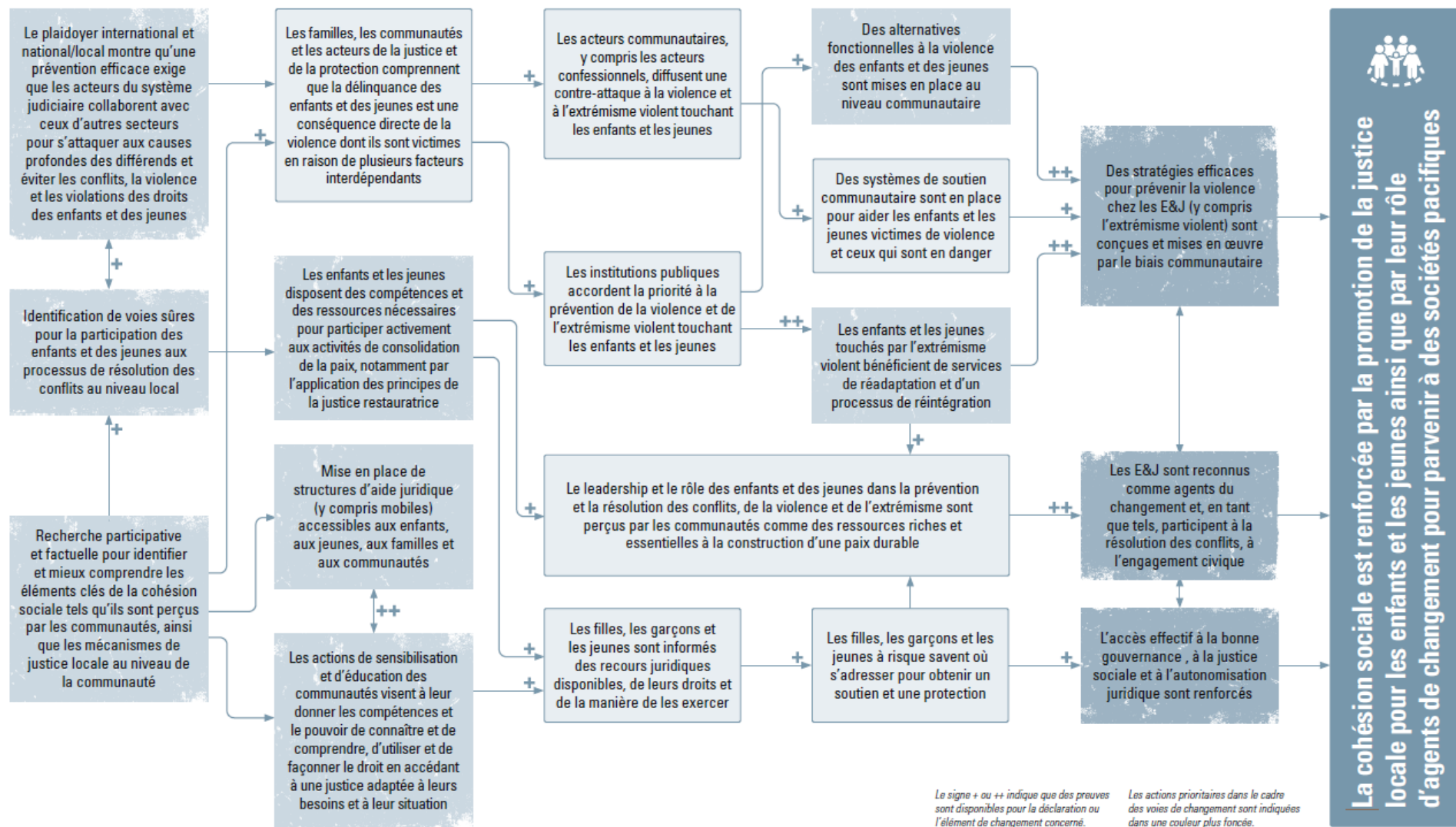
Au-delà d'être ciblés par nos interventions en matière de renforcement de la cohésion sociale, les E&J sont avant tout les principaux moteurs de nos actions. Ils jouent un rôle central dans la construction du tissu social par la transmission des valeurs, les interactions intergénérationnelles et la promotion de la diversité et de la tolérance.

Sensibilisés à leurs droits et formés aux mécanismes de résolution pacifique des conflits, ils contribuent activement à apaiser les tensions communautaires, et à promouvoir des messages pacifiques et des dynamiques sociales inclusives. Par ailleurs, leur engagement civique et leur capacité à proposer des solutions innovantes font d'eux des acteurs clés du changement social. En participant aux processus de gouvernance, ils insufflent des idées nouvelles et assurent une représentation efficace des intérêts des jeunes, renforçant ainsi la légitimité et la transparence des institutions.

En transcendant les différences et en s'engageant pour l'égalité et une justice inclusive, ils favorisent un environnement harmonieux. Tdh place donc leur voix, leurs idées et leur expertise au cœur de ses stratégies d'intervention, reconnaissant leur potentiel en tant qu'acteurs du changement social positif.

Figure 2. Trajectoire de changement de Tdh pour renforcer la cohésion sociale

Théorie du changement Programme d'Accès à la Justice – La cohésion sociale



A group of young women are gathered in a workshop or classroom. In the foreground, a woman with dark hair, wearing a light yellow tank top with a colorful butterfly design, looks directly at the camera with a slight smile. Behind her, several other women are visible, some with their arms raised. One woman in a black shirt is looking to the left. The background is a plain white wall with some faint markings.

4. MESURER ET EVALUER LA COHESION SOCIALE

4.1. Mesurer la cohésion sociale

En plus de sa définition, un débat récent sur la cohésion sociale concerne sa mesure et évaluation. Comment savoir si une société devient plus divisée ou plus unie sans outils de mesure ? Sans outils adaptés, il est difficile de suivre l'évolution et l'impact des programmes de cohésion sociale. Ces outils d'évaluation, intégrés dans les politiques publiques et programmes de développement, sont essentiels pour identifier les dynamiques, actions prioritaires, mesurer les progrès et évaluer l'impact.⁵⁰

Certains états et organisations internationales ont développé des méthodologies d'évaluation, principalement indicelles, en Europe, Amérique du Nord et Afrique. Certains indices mesurent la cohésion à l'échelle nationale⁵¹, d'autres permettent des comparaisons continentales tels que le Radar de Cohésion Sociale en Asie du Sud-Est et la Mesure de Cohésion sociale pour l'Afrique.⁵² Dans le secteur de la consolidation de la paix, plusieurs organisations ont élaboré des outils d'évaluation, tels que l'indice SCORE⁵³ du PNUD, qui mesure la cohésion sociale dans les sociétés post-conflits, et l'Indice de Cohésion Sociale (ICS) de Tdh, conçu pour mesurer la cohésion sociale d'une société et suivre l'impact des programmes de renforcement.⁵⁴

L'indice de cohésion sociale et de réconciliation (SCORE)

Développé par le Centre pour une Paix Durable et le Développement Démocratique (SeeD) et le PNUD, l'indice SCORE a été initialement conçu à Chypre avant d'être appliqué en Bosnie, au Liberia et au Népal. Il est reconnu comme un outil d'évaluation de la cohésion sociale et de la réconciliation, deux indicateurs essentiels à la paix dans les sociétés multiethniques. L'indice SCORE recueille des données individuelles sur la cohésion sociale, la réconciliation et les caractéristiques démographiques. Il repose sur huit dimensions clés : confiance dans les

institutions, représentation institutionnelle, sécurité humaine, satisfaction civique et personnelle, absence de corruption, identification ethnique et participation citoyenne.⁵⁵

4.2. L'Indice de Cohésion Sociale (ICS)

4.2.1. Contexte

L'Indice de la Cohésion Sociale (ICS) a été initialement conçu par Terre des hommes (Tdh) et le Groupe de Recherche et d'Analyse Appliquées pour le Développement (GRAAD) dans le cadre de l'évaluation d'un Programme de Renforcement de la Cohésion Sociale financé par l'Union Européenne. Il vise également à assurer le suivi des progrès de la Stratégie Nationale de la Cohésion Sociale 2021-2025 du Burkina Faso. Face aux résultats obtenus, Tdh, l'Union Européenne et d'autres partenaires ont décidé d'adopter l'ICS comme un outil clé pour la conception, le suivi et l'évaluation des projets de renforcement de la cohésion sociale. Intégré au cycle de projet, cet outil de mesure et d'analyse permet d'établir une baseline, d'orienter la conception des interventions, de suivre leur évolution et d'évaluer leur impact sur la cohésion sociale.

4.2.2. Méthodologie et dimensions

L'ICS est une mesure indicelle de la cohésion sociale permettant de mesurer la cohésion sociale d'une société ou d'un groupe et son évolution. Il analyse plusieurs dimensions et variations socio-démographiques, pouvant être appliqué à différents niveaux : national, communautaire ou régional. Il repose sur six dimensions principales :

- Relations sociales
- Sentiment d'appartenance

⁵⁰ PNUD, 2020, Renforcer la cohésion sociale - Cadre conceptuel et implications pour les programmes, 2020; Burns, J., G. Hull, K. Lefko-Everett And L. Njizela, 2018, "From definition to measurement: constructing a social cohesion index for South Africa", Papiers de Recherche AFD.

⁵¹ PNUD, 2016, Towards a measurement of social cohesion for Africa.

⁵² S. Rajaratnam School of International Studies, Nanyang Technological University, Singapore, Southeast Asian Social Cohesion Radar, 2022; PNUD, 2016, Towards a measurement of social cohesion for Africa.

⁵³ PNUD et the Centre for Sustainable Peace and Democratic Development, 2015, Predicting Peace - The Social Cohesion and Reconciliation Index as a Tool for Conflict Transformation.

⁵⁴ Catholic Relief Services, Le mini-baromètre de la cohésion sociale : un outil pour évaluer et renforcer la cohésion sociale dans les communautés divisées, 2020; Search for Common Ground, Building social cohesion in the midst of conflict: identifying challenges, measuring progress, & maximizing results, 2020; PNUD et the Centre for Sustainable Peace and Democratic Development, 2015, Predicting Peace - The Social Cohesion and Reconciliation Index as a Tool for Conflict Transformation.

⁵⁵ PNUD et the Centre for Sustainable Peace and Democratic Development, 2015, Predicting Peace - The Social Cohesion and Reconciliation Index as a Tool for Conflict Transformation.

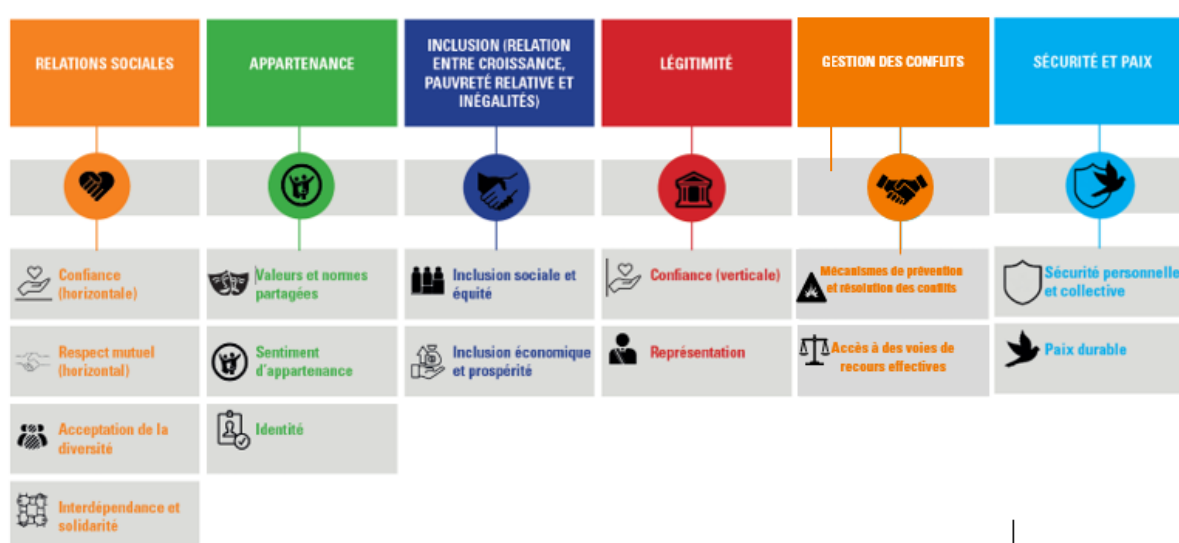
- Inclusion
- Légitimité
- Gestion des conflits
- Sécurité et paix

Ces dimensions sont déclinées en sous-dimensions et indicateurs subjectifs et objectifs, adaptés aux spécificités nationales. Par exemple, au Burkina Faso, l'ICS comprend 13 sous-dimensions et 189 indicateurs. La collecte de données repose sur un questionnaire administré lors d'entretiens individuels.

4.2.3. Adaptation aux spécificités nationales

La cohésion sociale étant un concept variable selon les sociétés, Tdh adapte l'ICS aux contextes nationaux grâce à un processus consultatif impliquant les parties prenantes locales. Ce processus permet d'ajuster les sous-dimensions et indicateurs. Au Burkina Faso, les acteurs locaux ont contribué à la construction de l'ICS burkinabé, garantissant sa pertinence contextuelle.

Figure 3. Les dimensions et sous-dimensions de l'ICS



4.2.4. Avantages et limites

L'ICS permet une mesure multi-échelle de la cohésion sociale et fournit des données détaillées sur les variations socio-démographiques et spatiales. Il intègre des informations sur la diversité, l'âge, la religion et le genre, offrant une analyse fine des dynamiques intergroupes.⁵⁶

L'approche méthodologique de l'ICS, basée sur la collecte de données primaires et des enquêtes ouvertes, enrichit l'analyse mais présente des défis liés aux ressources, à l'échantillonnage et à la gestion des données.⁵⁷ De plus, l'ICS actuel est conçu pour les adultes et jeunes adultes, limitant l'évaluation des perceptions des enfants. Pour pallier

cette limite, Tdh prévoit d'adapter l'ICS afin d'inclure les perceptions des enfants et jeunes, permettant une approche plus représentative et favorisant le développement de stratégies adaptées.

Indice de Cohésion Sociale au Burkina Faso

Déployé pour la première fois en 2021 dans plusieurs communes burkinabè, l'ICS a permis d'identifier les faiblesses et pressions sur la cohésion sociale et d'orienter les acteurs du développement.⁵⁸ Trois ans plus tard, il a évalué l'impact des interventions, mettant en évidence des effets positifs sur les communautés et les meilleures approches de renforcement.

⁵⁶ Tdh, Concevoir et développer une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso, 2021.

⁵⁷ Lefko-Everett, Towards a measurement of social cohesion for Africa, UNDP, 2016

⁵⁸ Tdh, Opérationnaliser l'Indice burkinabè de cohésion sociale, 2021.

L'ICS a révélé des niveaux de confiance faibles entre citoyens et entre groupes sociaux. Il a aussi montré que les fonctionnaires expriment une confiance moindre envers l'État que d'autres citoyens, et que les jeunes de 18 à 35 ans ressentent une cohésion sociale plus faible que leurs aînés. De plus, les personnes déplacées internes affichent des niveaux de cohésion sociale significativement plus bas que les habitants locaux.

L'évaluation des interventions via l'ICS a mis en lumière les progrès en inclusion sociale, sécurité et sentiment d'identité. Depuis, l'ICS est intégré comme outil de suivi de la Stratégie Nationale de Cohésion Sociale 2021-2025 et utilisé dans divers programmes de développement et de consolidation de la paix.

Ressources pour aller plus loin :

- Tdh, Concevoir et développer une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso, 2021.
- Tdh, Opérationnaliser l'Indice burkinabè de cohésion sociale, 2021.
- Tdh, Etude sur les Besoins et la Satisfaction en matière de Justice dans les zones d'accueil des Populations Déplacées Internes au Burkina Faso, Hiil et UNHCR, 2022.
- Tdh, Analyse de la Cohésion Sociale dans les zones d'intervention du programme de développement d'urgence – PDU, 2024.

Bibliographie

1. Références académiques et études théoriques

- Berkman, Lisa F., Ichiro, Kawachi et M. Maria Glymour, 2014, *Social Epidemiology*, Oxford University Press.
- Burns, George W., 2010, *Gross National Happiness: a gift from Bhutan to the world*, Springer.
- Casey, Gregory, et Ann Owen, 2014, "Inequality and fractionalization", *World Development*, vol. 56.
- Chan, Joseph, Ho-pong To, Elaine Chan, 2006, "Reconsidering social cohesion: developing a definition and analytical framework", *Springer*.
- Fitzduff, Mari, 2007, "Measuring Social Inclusion and Cohesion: the Challenges", *Brandeis University*.
- Jenson et Beauvais, 2002, "Social Cohesion: Updating the State of the Research".
- Knack et Keefer, 1997, "Does social capital have an economic payoff? A cross-country investigation", *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 112, no. 4.
- Manole, Alina Magdalena, 2012, "Social cohesion – a post-crisis analysis", *Theoretical and Applied Economics*, vol. XVIII, issue 11(576).
- Pervaiz, Z., Chaudhary, A. R. et van Staveren, I., 2013, "Diversity, Inclusiveness and Social Cohesion", *Institute of Social Studies, Working Paper, No 2013-1*.
- Schuelka, Matthew J., T.W. Maxwell, 2016, *Education in Bhutan, Culture, Schooling, and Gross National Happiness*, Springer.
- White, Sarah C., et Shyamol A. Choudhury, 2007, "The Politics of Child Participation in International Development", *European Journal of Development Research*, vol. 19, no. 4.

2. Rapports des organisations internationales

- Conseil de l'Europe, 2010, *La Stratégie de cohésion sociale révisée*.
- International Institute for Democracy and Electoral Assistance, 2009, *Social cohesion and Democracy*.
- La Commission Économique pour l'Afrique, 2016, *La cohésion Sociale en Afrique de l'Est*.
- PNUD, 2016, *Towards a measurement of social cohesion for Africa*.
- PNUD, 2018, *Forging Resilient Social Contracts: A Pathway to Preventing Violent Conflict and Sustaining Peace*.
- PNUD, 2020, *Renforcer la cohésion sociale - Cadre conceptuel et implications pour les programmes*.
- PNUD et the Centre for Sustainable Peace and Democratic Development, 2015, *Predicting Peace - The Social Cohesion and Reconciliation Index as a Tool for Conflict Transformation*.
- PNUD, 2009, *Community Security and Social Cohesion Towards a PNUD Approach*.
- The World Bank, 1998, *The initiative on defining, monitoring and measuring social capital*.
- The World Bank, 2000, *The nexus between violent conflict, social capital and social cohesion: case studies from Cambodia and Rwanda*.
- The World Bank, 2018, *Pathways for Peace Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*.
- UNICEF, 2017, *Child Participation in local governance, A UNICEF Guidance Note*.
- UNICEF, 2020, *Engaged and heard, Guidelines on Adolescent Participation and Civic Engagement*.
- UNICEF, 2022, *Effective, representative, and inclusive child participation at the local level*.
- World Bank, 2000, *Violent Conflict and the Transformation of Social Capital*.

3. Rapports et initiatives de la société civile et des think tanks

- Burns, J., G. Hull, K. Lefko-Everett et L. Njozela, 2018, *Defining Social Cohesion*, AFD Research Papers Series.
- Dragolov, G., Ignác, Z., Lorenz, J., Delhey, J. et Boehnke, K., 2013, *Social Cohesion Radar*, Bertelsmann Stiftung.
- Educaloi, 2020, *L'éducation juridique comme incontournable de l'école québécoise*.
- Harper, E., et Colliou, Y., 2022, "Re-Imagining Customary Justice Systems", *Hague J Rule Law*.
- Hudson, Maria et al., 2007, *Social Cohesion in Diverse Communities*, Joseph Rowntree Foundation.
- Jenson, 2010, *Defining and Measuring Social Cohesion*, Commonwealth Secretariat et UNRISD.
- National Cohesion and Integration Commission, 2014, *Kenyan Social Cohesion Index*.
- Open Society Justice Initiative, 2012, *Legal Empowerment: An integrated approach to justice and development*.
- Search for Common Ground, 2015, *Social Cohesion Framework, social cohesion for stronger communities*.

- Shari, BRYAN, 2010, *The Youth Bulge in Africa— Opportunities for Constructive Engagement in the Political Process*, NDI.

4. Études et publications de Terre des hommes Lausanne

- Terre des hommes Lausanne, 2014, *Justice Juvénile Restauratrice*.
- Terre des hommes Lausanne, 2017, *Strengthening Civil Society to Build Youth Resilience to Violent Extremism*.
- Terre des hommes Lausanne, 2018, *Concevoir autrement les motivations menant à l'extrémisme violent*.
- Terre des hommes Lausanne, 2019, *Informal Justice for Children in Syrian Settlements in Lebanon*.
- Terre des hommes Lausanne, 2020, *Mapping & Analysis of Informal Child Protection and Child Justice Systems in Lebanon*.
- Terre des hommes Lausanne, 2020, *Children in contact with the law and customary justice in Afghanistan, Egypt, Jordan and Palestine*.
- Terre des hommes Lausanne, 2020, *YouCreate toolkit - Participatory arts-based action research for well-being and social change*.
- Terre des hommes Lausanne, 2021, *Concevoir et développer une mesure de la cohésion sociale pour le Burkina Faso*.
- Terre des hommes Lausanne, 2021, *Guide - Initiatives de Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso*.
- Terre des hommes Lausanne, 2022, *Just: A capacity-building technical curriculum for girls and female youth leading conflict transformation and social cohesion processes in the Middle East & North Africa*.
- Terre des hommes Lausanne, 2023, *Policy paper: Climate in-justice for children*.
- Terre des hommes Lausanne, 2024, *Fostering New Child Rights Constituencies: Leveraging Knowledge on Customary Justice Systems*.
- Terre des hommes Lausanne, 2024, *Step by Step Journey of Children and Youth Participation*.
- Terre des hommes Lausanne, 2024, *Bringing power back: Vers un cadre pour l'empowerment des enfants et des jeunes*.
- Terre des hommes Lausanne, 2024, *Modèle d'action : La Gestion de cas tournée vers la réinsertion des enfants et les jeunes en conflit avec la loi*.

Chaque enfant dans le monde a le droit
d'être un enfant, tout simplement.



Siège | Hauptsitz | Sede | Headquarters
Route des Plaines-du-Loup 55, 1018 Lausanne
T +41 58 611 06 11, donorcare@tdh.org
www.tdh.org, CH41 0900 0000 1001 1504 8

www.tdh.org
www.linkedin.com/company/tdh-org
www.facebook.com/www.tdh.org
www.x.com/tdh_org



Terre des hommes
Aide à l'enfance.



Prévenir la violence chez les enfants et les jeunes, y compris la prévention de l'extrémisme violent

LEVIER D'ACTION 1

NOTE D'ORIENTATION - RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE

Une voie pour promouvoir les droits des enfants & des jeunes, résoudre les conflits et construire des sociétés pacifiques

Édition 2026

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE : CADRE PROGRAMMATIQUE

La Note d'Orientation du Tdh : Approche Technique et Mise en Œuvre Opérationnelle du renforcement de la cohésion sociale est accompagnée de trois guides programmatiques. Chacun d'eux détaille la mise en œuvre opérationnelle des projets et interventions sur le terrain, en proposant un cadre programmatique concret pour chaque domaine d'action, des approches, des conseils pratiques et des recommandations concrètes adaptables aux spécificités de chaque pays et communauté cible.

Ces guides recensent également les meilleures pratiques observées sur le terrain et orientent les lecteurs vers des ressources complémentaires. Conçus pour accompagner toutes les phases du cycle de programmation, ces trois guides offrent des conseils pratiques applicables aussi bien aux projets autonomes qu'aux initiatives intégrées. Le présent guide programmatique n° 1 porte sur la « Prévention de la violence chez les enfants et les jeunes, y compris la prévention de l'extrémisme violent ».



LA PRÉVENTION DE LA VIOLENCE CHEZ LES ENFANTS ET LES JEUNES, Y COMPRIS DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

Dans les sociétés peu cohésives, les récits identitaires et les discours nationalistes s'infiltrent dans les espaces où le contrat social entre l'État et les citoyens est précaire. Ils érodent la confiance, les valeurs partagées et les liens existants entre les groupes sociaux et accroissent les insécurités et les peurs, laissant les citoyens dans un état d'extrême vulnérabilité face à des idéologies radicales et une montée de la violence. Les groupes extrémistes violents, les gangs et certains groupes armés sont particulièrement fervents de ce type de discours polarisant et manichéen. En s'appuyant sur les inégalités revendiquées par les groupes minoritaires et en soulignant les différences entre les groupes ethniques, religieux et socioprofessionnels, ils attisent et renforcent les divisions et animosités existantes entre les communautés et entre les citoyens et l'État. Les discours de haine envers « l'autre » sont des armes puissantes pour éroder la cohésion sociale et enclencher le processus d'engagement dans la violence. Ces facteurs d'attraction combinés à des motivations individuelles et facteurs structurels tels que le manque de confiance dans les capacités de l'État, l'absence d'inclusion socio-économique, la répression peuvent conduire certains groupes socialement marginalisés

tels que les E&J à se tourner vers eux et à emprunter le chemin de la violence.¹ Du fait de leur jeune âge et de leur malléabilité psychologique, les E&J sont des atouts précieux pour ces groupes armés et violents. Plus facilement contraints, contrôlés et endoctrinés, ils sont également moins susceptibles que les adultes de comprendre pleinement les conséquences d'un comportement à risque ou de se révolter.² Durant l'adolescence, les jeunes recherchent qui ils sont, ce en quoi ils croient et à quoi ils appartiennent. En pleine recherche de réponses aux questions identitaires qu'ils se posent, certains jeunes peuvent être particulièrement vulnérables aux sources de réponses que ces discours proposent et au sentiment d'appartenance que font miroiter ces groupes.

Notre action

La délinquance des enfants et des jeunes est une conséquence directe de la violence dont ils sont victimes en raison de plusieurs facteurs interconnectés. Au sein des sociétés et des communautés, il est donc nécessaire de mettre en place des stratégies et des mesures qui visent à réduire le risque de violence et de criminalité, et

¹ Tdh et Wanna Institute, Concevoir autrement les motivations menant à l'extrémisme violent: un programme pour la résilience des enfants et des jeunes, 2018.

² ONUDC, Manuel sur les enfants recrutés et exploités par des groupes terroristes et extrémistes violents : le rôle du système

judiciaire (2018) ; Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général pour les enfants et les conflits armés, Les enfants et la justice pendant et après un conflit armé (2011).

réduire leurs effets potentiellement néfastes sur les enfants et les jeunes, mais aussi sur d'autres individus et sur la société.

Afin de renforcer les efforts de prévention de la violence envers les E&J et de favoriser le désengagement et la réinsertion de ceux qui y ont basculé, l'intervention de Tdh s'inscrit dans un continuum de prévention, en s'adressant à tous les E&J en général (*prévention primaire*), se souciant des E&J à risque (*prévention secondaire*) et terminant son accompagnement avec les enfants en voie de s'engager ou engagés dans la violence (*prévention tertiaire*).³

Se basant sur l'approche socio-écologique de la prévention, l'intervention de Tdh s'inscrit dans un accompagnement et renforcement des capacités des E&J, de leurs familles, des communautés, des acteurs judiciaires et autres intervenants étatiques à concevoir et mettre en œuvre des stratégies de prévention de la délinquance à chaque niveau.⁴ À travers ses guidances opérationnelles et son assistance technique, Tdh accompagne les intervenants de première ligne à analyser les facteurs de risque et de résilience (individuel, familial, communautaire, étatique) et à élaborer des stratégies efficaces de prévention de la violence adaptées aux différentes situations rencontrées. Une prévention efficace nécessite un engagement fort des acteurs locaux, régionaux et internationaux du système judiciaire en étroite coordination avec les autres secteurs de l'enfance.

PRÉVENTION PRIMAIRE ET SECONDAIRE AU BURKINA FASO

Au Burkina Faso, Tdh a mis en place un groupe de travail sur la prévention de l'extrémisme violent (PEV). Ce groupe rassemble des acteurs de la société civile, des chercheurs et des autorités locales pour partager des connaissances et des expériences sur les stratégies de prévention primaires et secondaires visant à lutter contre le recrutement des E&J. En favorisant l'apprentissage entre pairs, ils ont étudié

³ Tdh, Guide - Initiatives de Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso, 2021 ; ERYICA (european youth information and counselling agency), Manuel pour la prévention de l'extrémisme violent à travers l'information jeunesse, 2017.

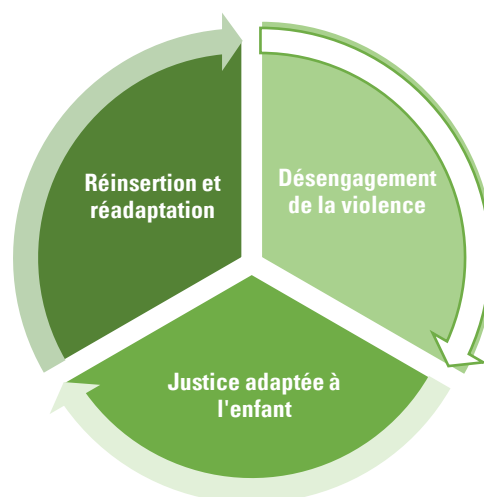
⁴ Tdh, le renforcement des systèmes de protection de l'enfance, 2011 ; Tdh, Modèle d'Action : la gestion de cas tournée vers la réinsertion des enfants et jeunes en conflit avec la loi, 2024.

les moteurs d'engagement et les stratégies de recrutement des groupes extrémistes.

Le groupe a identifié des initiatives efficaces de prévention primaire impliquant les jeunes comme acteurs de changement, telles que les clubs de jeunes, les ciné-débats et des programmes socio-éducatifs qui ont amené les E&J à renforcer leur résilience et leur esprit critique pour faire face aux discours de haine et déconstruire les mentalités conflictogènes.

Pour la prévention secondaire, les membres ont partagé des pratiques de systèmes de veille communautaire pour identifier les jeunes à risque. Ces mécanismes communautaires, impliquant divers leaders locaux, permettent de détecter rapidement les signes de vulnérabilité chez les jeunes et de mettre en place des dispositifs d'accompagnement pour réduire leurs risques de recrutement par des groupes extrémistes violents.

Pour les enfants qui se retrouvent en conflit avec la loi du fait de la commission d'un acte de violence ou du fait de leur simple appartenance à un groupe violent et/ou criminel, Tdh concentre ses stratégies de prévention tertiaire sur le désengagement de la violence⁵ et l'application d'une justice restauratrice axée sur la réparation des liens sociaux et la réinsertion et la réadaptation des E&J.⁶



⁵ Tdh, Synthèse de l'étude : Impact des activités organisées en détention auprès de jeunes en contact avec la loi au Burundi : CAP Désistance, 2020 ; Tdh, Impact des activités organisées en détention auprès de jeunes en conflit avec la loi au Burundi, 2020

⁶ Tdh, Modèle d'Action : la gestion de cas tournée vers la réinsertion des enfants et jeunes en conflit avec la loi, 2024.

Fort de son expertise acquise au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en Afrique de l'Ouest dans la prévention de l'extrémisme violent, Tdh met un accent particulier sur les E&J victimes du crime organisé, recrutés et exploités par les forces armées ou les groupes armés (EAFGA) ainsi que les enfants de combattants étrangers qui sont le plus souvent victimes de formes d'extrémisme violent et à risque de reproduire ces violences.⁷

Cependant, la prévention de l'extrémisme violent nécessite une approche différenciée en raison de ses particularités spécifiques.⁸ Actuellement, il est largement admis que les réponses sécuritaires visant à dissuader les personnes vulnérables de rejoindre des groupes armés et violents, ne sont pas suffisantes. S'appuyant sur des recherches portant sur le développement de l'enfant, Tdh propose un cadre alternatif pour prévenir l'extrémisme violent en promouvant un environnement plus inclusif et résilient. Ce cadre offre des alternatives attractives aux E&J tout en leur fournissant les compétences nécessaires pour rejeter les groupes extrémistes violents.

Les interventions de Tdh en matière de prévention de l'extrémisme violent se concentrent sur trois aspects principaux : l'environnement, les alternatives et les compétences dont les jeunes ont besoin pour renforcer leur résilience, réduire les risques et, dans certains cas, se désengager de la violence.⁹ À travers ses recherches et son expérience sur le terrain, Tdh a identifié plusieurs domaines d'engagement des jeunes, notamment le sport¹⁰ et les activités extrascolaires, des voies alternatives permettant aux combattants « potentiels » et idéologies radicales de répondre à leurs préoccupations de manière constructive et non violente, ainsi que des messages créatifs qui renforcent la pensée critique des jeunes tout en respectant leur libre arbitre.¹¹

PRÉVENTION SECONDAIRE EN ALBANIE

En Albanie, Tdh soutient le gouvernement dans la gestion et la réintégration des femmes et des enfants rapatriés de Syrie et d'Irak, où des jeunes ont rejoint des groupes extrémistes violents. À travers le projet "Strengthening Civil Society to Build Youth Resilience to Violent Extremism", Tdh a étudié les causes de l'extrémisme violent dans quatre municipalités albanaises, identifiant des facteurs tels que le faible niveau d'éducation, la pauvreté, le chômage, et le manque d'activités sociales. L'étude souligne l'importance de stratégies de prévention combinant éducation, emploi, sport et dialogue interreligieux pour renforcer la résilience des jeunes.¹²

Tdh a ensuite aidé le Centre de coordination pour la lutte contre l'extrémisme violent (CVE) à développer des réponses efficaces basées sur des données probantes. Tdh met en œuvre des activités de prévention dans les municipalités à risque, visant à renforcer la résilience et la gestion des risques des autorités locales et des prestataires de services de première ligne. Les approches incluent la SMSPS, le renforcement des systèmes et un modèle socio-écologique pour les jeunes, leurs familles, la communauté et la société. Les centres communautaires multifonctionnels (MFCC) soutiennent des environnements résilients et protecteurs contre la violence.

Tdh a également utilisé sa méthodologie YouCreate qui permet aux jeunes de créer des projets artistiques, sportifs et récréatifs, abordant des thèmes comme la discrimination, la violence, l'égalité des sexes et les droits de l'homme. Ces activités autonomes améliorent le bien-être et la résilience des jeunes, les engageant activement dans la planification et la mise en œuvre des projets.¹³

⁷ Observatoire International de la Justice Juvénile, Prévention de la radicalisation juvénile, Manuel à l'usage des professionnels, 2020.

⁸ Tdh et Wanna Institute, Concevoir autrement les motivations menant à l'extrémisme violent: un programme pour la résilience des enfants et des jeunes, 2018 ; Tdh, Access to Justice for Children and Youth in context of counter-terrorism, 2020.

⁹ Tdh, Synthèse de l'étude : Impact des activités organisées en détention auprès de jeunes en contact avec la loi au Burundi : CAP Désistance, 2020 ; Tdh, Impact des activités organisées en détention auprès de jeunes en conflit avec la loi au Burundi, 2020.

¹⁰ Tdh, UNHCR, IOC, Sport for Protection Toolkit, Programming with Young People in Forced Displacement Settings, 2021.

¹¹ Tdh et Wanna Institute, Concevoir autrement les motivations menant à l'extrémisme violent: un programme pour la résilience des enfants et des jeunes, 2018 ; Tdh, Access to Justice for Children and Youth in context of counter-terrorism, 2020.

¹² Tdh, Strengthening Civil Society to Build Youth Resilience to Violent Extremism, 2017.

¹³ Tdh, Harve – Prevention and Safe Reintegration: Holistic Approach and Resilience to Violent Extremism, <https://tdh-albania.org/>

Tdh attache également une grande importance à soutenir les structures et mécanismes offrant des informations, des conseils et du soutien à ceux qui risquent de rejoindre un groupe violent ou qui souhaitent s'en désengager. Il est essentiel d'aligner les cadres juridiques sur les normes minimales en matière de droits et d'élaborer des structures de déjudiciarisation et de réadaptation pour les enfants. Les enfants recrutés et exploités par des groupes armés violents, des gangs et bandes criminelles doivent être avant tout considérés comme des victimes de crimes.¹⁴ Cependant, dans plusieurs pays, ces enfants sont souvent poursuivis pénalement, parfois en dehors de toute application du droit et de la justice pour enfants. Indépendamment de la nature ou de la gravité de l'infraction, Tdh plaide pour une justice pour enfants axée sur la réinsertion, la protection et la réparation, tenant compte des besoins et vulnérabilités de l'enfant.¹⁵

PRÉVENTION TERTIAIRE EN IRAK

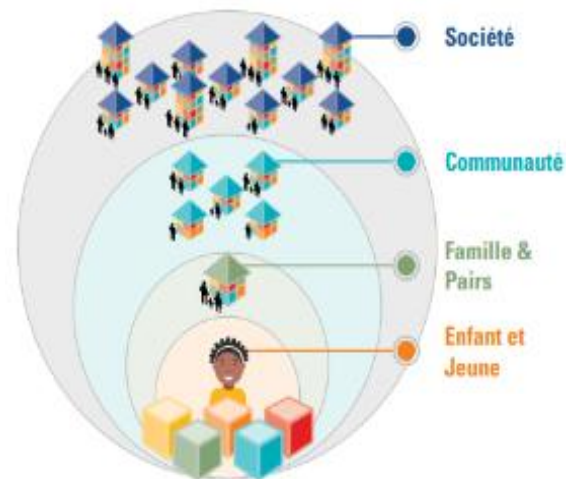
À Bagdad, Tdh organise diverses activités psychosociales pour les E&J en détention pour des infractions liées au terrorisme. Ces activités incluent des systèmes de mentorat et des groupes de soutien par les pairs, des projections de films promouvant la paix, des activités sportives avec des entraîneurs pour développer l'esprit d'équipe et l'estime de soi, et des activités artistiques pour exprimer les émotions. Tdh propose également des formations à l'éducation à la paix, des clubs de lecture, des cours d'alphabétisation pour développer la pensée critique, et des sessions sur la masculinité positive pour discuter du rôle des hommes dans la société. Ces activités visent à favoriser la pensée critique, l'empathie, la collaboration, la communication et la gestion des émotions, aidant les jeunes à retrouver confiance en eux et en autrui.¹⁶



Nos approches en matière de prévention de la violence

- **Une approche socio-écologique de la prévention** : Tdh applique une approche socio-écologique de la prévention (individu, famille, communauté, société), en examinant les différents facteurs de risque de violence et de protection aux différents niveaux et en y répondant par des stratégies de prévention holistique. À travers cette approche, les E&J et leur environnement sont accompagnés à tous les niveaux pour renforcer leurs capacités de résilience face aux stress et aux événements traumatiques, rétablir les liens rompus et transformer cette haine et violence en forces et engagements pour construire un avenir solidaire et pacifique.
- **Une prévention adaptée à l'âge, au genre et aux autres facteurs intersectionnels** : si les facteurs de risque et de protection ainsi que les stratégies de recrutement dépendent fortement du contexte local, ils diffèrent aussi selon l'âge, le genre et d'autres facteurs intersectionnels (la classe sociale, le groupe ethnique, le handicap, etc.). C'est pourquoi une approche différenciée et adaptée, tenant compte des discriminations intersectionnelles des groupes cibles, devra être prise en compte de l'analyse du contexte à la mise en œuvre de la stratégie de prévention.
- **Participation des E&J dans la conception et mise en œuvre des stratégies de prévention** : les jeunes peuvent jouer un rôle essentiel dans le désengagement de leurs pairs et leur réinsertion. Grâce à leur présence sur le terrain et à leur meilleure compréhension des besoins et des réalités locales en matière de désengagement des jeunes, ils peuvent servir de passerelle entre les jeunes démobilisés et la communauté. Leur implication permettra également de garantir que les perspectives et besoins des jeunes sont pris en compte. La valeur de ce travail réside en grande partie dans la capacité de la jeunesse à toucher et mobiliser des jeunes que les gouvernements et les organisations internationales ne parviennent souvent pas à atteindre. Les jeunes sont

également souvent les mieux placés pour identifier les facteurs de risque et de protection, intervenir et apporter une action efficace et adaptée à la situation dans laquelle leurs pairs vivent et interagissent.



- **Une prévention axée sur la justice restaurative et la réinsertion** : assurer une approche de la prévention axée sur la justice restaurative et la réinsertion et la réhabilitation commence par changer la manière dont la société et le système judiciaire perçoivent et traitent les jeunes délinquants. Plutôt que de se concentrer uniquement sur la punition, la justice restaurative met l'accent sur la réparation du tort causé et la réconciliation entre la victime et l'auteur de l'infraction. Cela implique des programmes de médiation où les jeunes délinquants sont amenés à comprendre l'impact de leurs actions et à participer activement à la réparation des dommages. Cette approche encourage les jeunes à prendre responsabilité de leurs actes tout en offrant aux victimes un sentiment de justice et de clôture. Pour que cette approche soit efficace, il est crucial de créer des programmes de réinsertion et de réhabilitation intégrés. Ces programmes doivent inclure une éducation adaptée, une formation professionnelle et un soutien psychologique pour aider les jeunes à se réintégrer dans la société. Les initiatives de réhabilitation devraient également inclure des ateliers de compétences de vie, des sessions de thérapie

de groupe et individuelle, ainsi que des activités de développement personnel. En fournissant ces ressources, les jeunes ont une meilleure chance de développer des comportements prosociaux et d'éviter de retomber dans la criminalité. Le soutien continu et le mentorat sont également essentiels pour assurer que les jeunes restent sur la bonne voie après leur réinsertion.¹⁷

- **Une approche ancrée localement :** Tdh privilégie l'implication des acteurs communautaires et des services locaux pour concevoir des stratégies de prévention ancrée localement. Ceux-ci connaissent le contexte local, les ressources et jouent un rôle important dans la formation de l'identité et des attitudes des jeunes. C'est pourquoi la prévention et la détection précoce sont plus efficaces au niveau communautaire. Par ailleurs, il est toujours préférable de s'appuyer sur des pratiques existantes sûres et réussies qui ont été mises en place localement, plutôt que de créer et d'imposer de nouvelles idées venant de l'extérieur.¹⁸

- **Une approche multi-acteurs et multisectorielle axée sur la réinsertion et la justice restauratrice :** une multiplicité de facteurs appelle à une approche intégrée, multi-sectorielle. Si les facteurs contextuels et individuels peuvent aider à comprendre pourquoi les enfants sont attirés et incités à rallier des groupes armés et violents, les neurosciences, la psychologie et les sciences du comportement peuvent également fournir des informations pertinentes. Chaque praticien a une valeur ajoutée : un mentor peut créer une relation de confiance avec l'enfant en question ; un assistant social peut lui apporter une écoute et un soutien psychologique ; un enseignant a le pouvoir de renforcer ses compétences d'insertion socio-professionnelle et un professionnel du droit peut l'informer sur les lois et ses droits, le former à utiliser le dialogue et la médiation pour gérer ses différends ou encore à plaider pour l'application d'une justice restauratrice axée sur la réinsertion.¹⁹

¹⁷ Tdh, Modèle d'Action: la gestion de cas tournée vers la réinsertion des enfants et jeunes en conflit avec la loi, 2024; Tdh, Justice Juvénile Restauratrice, 2014; Tdh, Give me a chance, but a real one, How to improve the Reintegration of Children in Conflict with the Law An analysis of the concept, key standards and practices in the MENA region, 2020.

¹⁸ L'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire, Boite à outils pour le développement de programmes EAFGA.

¹⁹ ONUDC, Manuel sur les enfants recrutés et exploités par des groupes terroristes et extrémistes violents : le rôle du système judiciaire (2018) ; L'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire, Boite à outils pour le développement de programmes EAFGA.

Orientations programmatiques : une stratégie d'actions par niveau de prévention²⁰

PRÉVENTION PRIMAIRE

La prévention primaire s'adresse à l'ensemble des E&J

La prévention primaire est un processus qui cherche à cibler en amont, les causes et les facteurs de risque (individuels, familiaux, communautaires, sociétaux) qui sont à la source des dynamiques menant à la violence. Le fondement de ce type de prévention est donc de favoriser la résilience collective, en faisant abstraction des risques individuels.

Ces actions visent à :

- Empêcher l'apparition de comportements antisociaux et la violence chez les jeunes à travers des activités de prévention générale.

Exemples :

- Activités d'éducation juridique pour enseigner la résolution de conflits, la gestion des émotions et le respect des droits humains.
- Créer des espaces sécurisés permettant aux enfants de s'exprimer librement, de débattre, de développer leur sens critique.
- Soutenir les alternatives à la violence par le biais d'initiatives communautaires dirigées par les enfants et les jeunes, y compris des activités sportives, extracurriculaires et artistiques (*Sport for Protection*).²¹
- Renforcer les jeunes sur leurs compétences interpersonnelles, leur capacité de faire des jugements moraux solides et de faire preuve d'empathie avec différentes opinions et points de vue.

PRÉVENTION SECONDAIRE

La prévention secondaire vise à accompagner les E&J vulnérables identifiés comme « à risque » d'être recruté et/ou de basculer dans la violence

La prévention secondaire est le processus qui vise à réduire les vulnérabilités et les facteurs de risque dans les groupes ou les milieux identifiés comme des environnements à risque de basculement dans la violence. C'est un ensemble d'actions multisectorielles coordonnées visant à renforcer les capacités de résilience des jeunes fragilisés.

Ces actions visent à :

- Identifier et intervenir auprès des jeunes à risque avant que la violence ne se produise.
- Offrir des alternatives attractives à celles des groupes armés et violents et outiller les E&J avec les compétences de vie nécessaires à renforcer leur résilience et réduire les facteurs de vulnérabilité.

Exemples :

- Programmes de médiation et de dialogue pour renforcer les capacités des E&J à résoudre les conflits tels que l'écoute active, la reformulation, la gestion des émotions et la recherche de solutions mutuellement acceptables.²²
- Groupes de soutien pour les jeunes exposés à la violence ou vivant dans des environnements à risque.
- Groupes de soutien pour les jeunes exposés à la violence ou vivant dans des environnements à risque.

PRÉVENTION TERTIAIRE

La prévention tertiaire s'adresse aux E&J en voie de s'engager ou engagés dans la violence

La prévention tertiaire cherche à favoriser un désengagement de la violence ou une distanciation par rapport à l'adhésion à un discours violent ou haineux à travers des programmes axés sur la réadaptation et la réinsertion sociale, qu'il soit ou non impliqué dans une procédure judiciaire.

Ces actions visent à :

- Réaliser une évaluation individuelle des facteurs de risque et de protection, des réseaux et de la situation dans laquelle l'enfant a basculé dans la violence.
- Promouvoir le désengagement de la violence et l'application d'une justice restauratrice adaptée aux E&J axée sur la réinsertion et la réadaptation.

Exemples :

- Produire des connaissances fondées sur des données probantes concernant les parcours réussis et durables de réhabilitation et de réintégration des enfants et adolescents victimes de l'extrémisme violent.
- Accompagner les jeunes dans le développement d'un plan individuel de désengagement de la violence et de la réinsertion sociale qui met l'accent sur l'acquisition de nouvelles compétences de vie et le renforcement des facteurs de résilience.
- Favoriser une justice réparatrice en abordant les préoccupations des communautés pour prévenir la stigmatisation et favoriser la réconciliation.

²⁰ Les actions de prévention listées dans le tableau suivant sont proposées à titre d'illustration. Ces actions sont orientées sur le niveau socio-écologique de l'enfant, il est toutefois recommandé dans une intervention de développer des actions aux différents niveaux.

²¹ Tdh, UNHCR, IOC, Sport for Protection Toolkit, Programming with Young People in Forced Displacement Settings, 2021.

²² Tdh, Le guide des Initiatives de Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso, 2021.

Ressources pour aller plus loin :

- Tdh, Justice Juvénile Restauratrice, 2014.
- Tdh, Strengthening Civil Society to Build Youth Resilience to Violent Extremism, 2017.
- Tdh et Wana Institute, Reconceptualizing the drivers of violent extremism: an agenda for child & youth resilience, 2018.
- Tdh, Cadre de travail de Tdh pour soutenir le bien-être, Le cadre de Travail sur la Santé Mentale et Soutien Psychosocial (SMSPS), 2018.
- Tdh, Vers la résilience psychosociale et le bien-être guide opérationnel, 2018.
- Tdh, Synthèse de l'étude : Impact des activités organisées en détention auprès de jeunes en contact avec la loi au Burundi : CAP Désistance, 2020.
- Tdh, UNHCR, IOC, Sport for Protection Toolkit, Programming with Young People in Forced Displacement Settings, 2021.
- Tdh et Westminster Foundation for Democracy, Access to Justice for Children and Youth in counter-terrorism contexts, 2020.
- Tdh, Give me a chance, but a real one, How to improve the Reintegration of Children in Conflict with the Law
- An analysis of the concept, key standards and practices in the MENA region, 2020.
- Tdh, Documentaire, Recoudre la calebasse - Agir pour la cohésion sociale au Burkina Faso, 2021.
- Tdh, Guide - Initiatives de Prévention de l'extrémisme violent au Burkina Faso, 2021.
- Tdh, Modèle d'action : La gestion de cas tournée vers la réinsertion des enfants et les jeunes en conflit avec la loi,





La participation des enfants et des jeunes à la gestion des conflits, la gouvernance locale et l'engagement civique

LEVIER D'ACTION 2

NOTE D'ORIENTATION - RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE

Une voie pour promouvoir les droits des enfants & des jeunes, résoudre les conflits et construire des sociétés pacifiques

Édition 2026

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE : CADRE PROGRAMMATIQUE

La Note d'Orientation du Tdh : Approche Technique et Mise en Œuvre Opérationnelle du renforcement de la cohésion sociale est accompagnée de trois guides programmatiques. Chacun d'eux détaille la mise en œuvre opérationnelle des projets et interventions sur le terrain, en proposant un cadre programmatique concret pour chaque domaine d'action, des approches, des conseils pratiques et des recommandations concrètes adaptables aux spécificités de chaque pays et communauté cible. Ces guides recensent également les meilleures

pratiques observées sur le terrain et orientent les lecteurs vers des ressources complémentaires. Conçus pour accompagner toutes les phases du cycle de programmation, ces trois guides offrent des conseils pratiques applicables aussi bien aux projets autonomes qu'aux initiatives intégrées. Le présent guide programmatique n° 2 porte sur « la participation des enfants et des jeunes à la gestion des conflits, la gouvernance locale et l'engagement civique ».



LA PARTICIPATION DES ENFANTS ET DES JEUNES À LA GESTION DE CONFLITS, LA GOUVERNANCE ET L'ENGAGEMENT CIVIQUE

Pour favoriser le vivre-ensemble et contribuer à l'essor de sociétés cohésives, il est essentiel que les États soutiennent des processus décisionnels et un espace civique ouverts et inclusifs, garantissant une participation active des jeunes aux processus de gouvernance, de résolution des conflits et de gestion de la vie citoyenne. Historiquement, les enfants et les jeunes (E&J) ont joué un rôle crucial au sein de puissants mouvements sociaux qui ont transformé le cours de l'histoire.¹ Pourtant, ils demeurent toujours en marge ou exclus des processus et instances décisionnelles. Leurs contributions dans les sphères de gouvernance et de résolution des conflits reçoivent peu d'attention et de soutien.²

De nombreux jeunes se sentent peu entendus, exclus des processus décisionnels, et très peu impliqués dans les sphères de gouvernance, même sur les sujets qui les concernent directement.³ La participation des jeunes aux processus politiques officiels est en déclin, et une défiance croissante envers les institutions publiques accompagne une baisse de leur engagement politique et civique au sein de leurs collectivités locales.⁴ Même durant la pandémie du COVID-19, rares sont les E&J qui ont été consultés par les décideurs sur les politiques, les mesures de santé et de protection qui les concernaient.⁵

¹ Les jeunes ont joué un rôle important dans tous les mouvements sociaux progressistes, le mouvement LGBTQIA+, les vagues successives de féminisme, l'environnementalisme et la justice environnementale, les mouvements antiques, et bien d'autres encore.

² Anna Luhrmann, Améliorer la participation politique des jeunes à travers tout le cycle électoral, Guide de bonnes pratiques, 2012 ; BRYAN, Shari, 2010. « The Youth Bulge in Africa— Opportunities for Constructive Engagement in the Political Process », Essai du vice-président du NDI ; YNOE, Jessica, 2008. Confronting the glass ceiling of youth engagement, Academy of Educational Development.

³ Lee, L.; Wright, L.H.V.; Shields, S.; Karadzhev, D.; Davidson, J.; Hope-Burchill, K.; Singh, P.; Machado, C.; and Niyogi, O. (May, 2022). 'Children's Participation (in partnership with #COVIDUnder19): Adults' Perceptions of Child Participation and Young People's Views on Responses during COVID-19. Findings from the International COVID 4P Log Project and the

#CovidUnder19 Initiative.' Inspiring Children's Futures Learning Report Series 8/2022.

⁴ Foa, R.S., Klassen, A., Wenger, D., Rand, A. and M. Slade. 2020. "Youth and Satisfaction with Democracy: Reversing the Democratic Disconnect?" Cambridge, United Kingdom: Centre for the Future of Democracy; Neha Dubhashi, Declining Civic Engagement and its Impacts, Pathway Foundation, 2020 ; Tomaz DEŽELAN, La participation des jeunes aux processus démocratiques européens, Comment améliorer et faciliter la participation des jeunes, European Parliament, Policy Department for Citizens' Rights and Constitutional Affairs Directorate-General for Internal Policies, 2023 ; López Pintor, R., Gratschew, M., and al-Din Adīmi, J., Voter turnout since 1945: a global report, International Institute for Democracy and Electoral Assistance, Stockholm, Sweden, 2002m

⁵ Lee, L.; Wright, L.H.V.; Shields, S.; Karadzhev, D.; Davidson, J.; Hope-Burchill, K.; Singh, P.; Machado, C.; and Niyogi, O. (May, 2022). 'Children's Participation (in partnership with

« Les enfants n'ont pas été consultés sur ce dont ils ont besoin pour leur sécurité, sur la manière dont ils peuvent obtenir la sécurité ? »

Jeune chercheur mondial #CovidUnder19

Les plateformes et ressources adéquates pour faire entendre leur voix et mettre en œuvre leurs idées sont souvent manquantes. Pendant ce temps, dans les affaires civiques, les jeunes s'engagent et prennent la direction des mouvements sociaux, mais peinent à être pris au sérieux par les décideurs. Dans certaines régions, le rétrécissement de l'espace civique et l'instauration d'un environnement politique et social hostile à la société civile tendent même à décourager les jeunes de s'engager. La répression, les menaces et les intimidations sont des réalités pour de nombreux jeunes activistes, limitant leur capacité à participer de manière sécurisée et efficace. Bien que les jeunes soient les plus affectés par les conflits et la violence de diverses manières, le constat est identique : les voix des jeunes ne sont pas entendues dans les processus de paix et les mécanismes de résolution des conflits ne parviennent souvent pas non plus à inclure les jeunes. Selon une étude de l'Université de Glasgow, seuls 12 pour cent des accords de paix entre 1990 et 2022 mentionnaient la jeunesse ou les jeunes.⁶

L'absence de participation des jeunes fait également écho à un constat global dans nos pays d'intervention en matière de renforcement des droits et de systèmes de justice pour enfants. Bien que les E&J soient les premiers concernés par leurs droits et les systèmes de justice pour enfants, il est rare de les voir participer à la formulation des lois et des réformes judiciaires. Malgré la tendance des systèmes de justice et des processus de résolution des conflits à se spécialiser et à s'adapter aux besoins des enfants, en plaçant ceux-ci au centre des procédures, il est également rare que les enfants et les jeunes en contact avec ces systèmes aient l'opportunité d'exprimer leurs vues et perspectives et de participer aux réformes de ces systèmes judiciaires.

#COVIDUnder19): Adults' Perceptions of Child Participation and Young People's Views on Responses during COVID-19. Findings from the International COVID-4P Log Project and the #CovidUnder19 Initiative.' Inspiring Children's Futures Learning Report Series 8/2022.

⁶ Ozelik, A. and Shaw, D. (2023), A Dataset of References to Youth in Peace Agreements (YPAD), 1990-2022.

Pourtant, les jeunes sont de précieux innovateurs et agents de changement. Leur leadership et leur rôle dans la promotion des processus de résolution des conflits et de paix sont essentiels à la construction de nations pacifiques et durables. Grâce à leur compréhension des dynamiques locales, leur créativité et leur adaptabilité, ils proposent des solutions efficaces et durables. Leur engagement direct dans les processus de paix aide à prévenir la violence et favorise une culture de dialogue et de compréhension mutuelle. Par ailleurs, la participation des jeunes à la vie publique et aux processus décisionnels favorise la confiance et la transparence entre les générations et entre les citoyens et leur gouvernement. Elle enrichit la vie des jeunes, est socialement bénéfique pour la communauté, et prédit un engagement politique ultérieur. En façonnant les normes et valeurs de leur société, les jeunes se sentent davantage y appartenant et trouvent plus aisément leur place. Leur inclusion dans les organes représentatifs améliore leur compréhension des processus démocratiques et renforce la responsabilité et la transparence.⁷

La participation des E&J est bénéfique à la société dans son ensemble, aux politiques et aux lois établies par les autorités. Leur implication active fournit des informations précieuses aux décideurs, permettant des décisions éclairées sur la législation, les politiques, le budget et les services. Cela responsabilise les autorités, améliore la qualité des services publics et rend la gouvernance plus transparente et ouverte. L'implication des E&J légitime le processus décisionnel aux yeux de la collectivité et facilite la mise en œuvre et le suivi des décisions. En les encourageant à s'exprimer et à participer à l'élaboration des lois, celles-ci leur

⁷ UNICEF, Engaged and heard, Guidelines on Adolescent Participation and Civic Engagement, 2020; UNICEF, Effective, representative, and inclusive child participation at the local level, A study on child and youth councils in UNICEF National Committee countries, 2022.

paraissent plus justes, augmentant ainsi leur conformité.⁸

Leurs contributions doivent, par conséquent, être activement soutenues, sollicitées et considérées comme partie intégrante de la construction de communautés cohésives et du soutien à la bonne gouvernance. Il est crucial que les gouvernements prennent des engagements durables pour rétablir la confiance des jeunes, qu'ils soient pris au sérieux lors de l'élaboration des politiques publiques, et que leurs besoins soient effectivement pris en compte par les responsables politiques. Il est également essentiel de créer des espaces où les jeunes peuvent librement exprimer leur voix et débattre, non seulement avec leurs pairs, mais aussi avec les décideurs politiques, afin de réfléchir et d'influencer les comportements, les politiques et les décisions qui les concernent.

Notre action

La participation des E&J aux processus décisionnels, que ce soit au niveau local, régional, national ou international, n'est pas un concept neuf. Elle s'inscrit dans une vision plus large visant à favoriser une citoyenneté active et une gouvernance participative en impliquant les citoyens dans les processus de prise de décision et la gestion de la vie publique, ce qui englobe aussi l'avis des enfants et des jeunes.⁹ En tant que composante significative de la population, il convient de les prendre en compte et de les intégrer dans les processus actuellement à l'œuvre, en leur accordant la capacité d'action et l'influence nécessaires.

Avant d'explorer les approches que Tdh utilise pour renforcer la participation des E&J à la gouvernance, à l'engagement civique et à la résolution des conflits. Il est important de clarifier ces différents concepts :

Participation à la gouvernance : la participation active des E&J aux processus décisionnels et l'interaction directe avec les structures formelles politiques et administratives.

Cela vise à ce que les contributions des E&J soient prises en compte dans les décisions, en particulier la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des lois et politiques qui les concernent. Il existe divers degrés et formes de participation politique telles que l'engagement des jeunes au sein des structures politiques (conseils municipaux, gouvernements et autres organes décisionnels), leur implication dans la gestion des services publics et des ressources communautaires, leur contribution à l'élaboration, le suivi et l'évaluation des lois et politiques ou encore leur participation aux initiatives d'engagement citoyen (ex. consultations organisées par le parlement ou le gouvernement pour recueillir les avis des E&J sur un sujet spécifique).

CONSEILS MUNICIPAUX DE LA JEUNESSE

En 2021, Tdh et ses partenaires, en collaboration avec neuf communes du Burkina Faso, ont formé et soutenu des associations de jeunes et des mouvements de jeunesse pour se constituer en conseils communaux de la jeunesse. Leurs membres, âgés de 15 à 35 ans, élus ou volontaires, favorisent la participation des jeunes aux prises de décisions et représentent les intérêts de la jeunesse au niveau communal. Ils participent à des projets d'intérêt général et peuvent être associés aux décisions et actions de la collectivité les concernant. À travers ces conseils communaux, les jeunes apprennent à interagir avec les élus locaux, à faire valoir leurs intérêts dans l'élaboration des plans et politiques de développement locaux, à comprendre le fonctionnement de leurs institutions, ainsi que les enjeux et décisions que doivent prendre leurs élus pour assurer la gestion des affaires et de la vie publique locale.

Participation à l'engagement civique : la participation active des E&J, soit de manière individuelle, soit à travers des mouvements sociaux, pour traiter des affaires civiques (sociales, politiques, environnementales) et contribuer à l'amélioration des services et programmes publics, à

⁸ Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles, La participation des enfants aux décisions publiques, Pourquoi et comment impliquer les enfants ?, 2014.

⁹ Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles, La participation des enfants aux décisions publiques, Pourquoi et comment impliquer les enfants ?, 2014.

la promotion des droits humains, et au vivre-ensemble d'une communauté ou d'une société.

Cela englobe un large éventail d'activités et peut se réaliser à travers diverses formes de participation telles que l'activisme, l'éducation civique, la participation citoyenne et communautaire ou encore le volontariat.

LEADERSHIP FÉMININ ET PARTICIPATION CITOYENNE

Au Moyen-Orient et au Sahel, Tdh soutient les mouvements dirigés par des filles et des jeunes femmes dans leurs diverses actions civiques visant à renforcer le leadership féminin, la participation des filles et des femmes aux processus décisionnels et l'augmentation de leur représentation politique. Dans le cadre du programme She Leads, ces mouvements ont organisé des débats, des émissions de radio et des discussions communautaires avec les jeunes et les autorités traditionnelles. Ces initiatives ont permis d'établir le principe de la participation des femmes et des jeunes filles à la gestion des affaires publiques, renforçant ainsi leur rôle au niveau local.

Participation à la résolution des conflits : la participation active des E&J aux mécanismes, aux processus décisionnels et aux efforts de prévention, de résolution des conflits et de consolidation de la paix.

Premièrement, les E&J peuvent être déterminants dans l'élaboration et la mise en œuvre des actions de prévention en s'attaquant aux causes profondes des conflits et en promouvant la cohésion sociale et la tolérance. Leur capacité unique à mobiliser les communautés et à créer des changements positifs est un atout majeur.

Deuxièmement, les E&J jouent un rôle essentiel dans l'élaboration des normes, principes et pratiques des mécanismes de prévention et de résolution des conflits. Il est crucial que leurs besoins et perspectives soient intégrés dès la conception de ces normes et pratiques pour assurer que les

mécanismes de résolution de conflits répondent efficacement à leurs réalités et préoccupations.

Troisièmement, formés en tant qu'agents de paix, les E&J peuvent devenir des médiateurs et facilitateurs des conflits ou activement participer à la prise de décision dans les processus de consolidation de la paix et de règlement des différends. En les impliquant dans les processus décisionnels, les gouvernements et autres parties prenantes peuvent tirer parti de leur énergie et de leur créativité pour élaborer des solutions visant à prévenir les conflits et à promouvoir la paix.

MANUEL DE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES JEUNES FEMMES ET DES FILLES SUR LA TRANSFORMATION DES CONFLITS

En Irak, Tdh, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD) et la Women Empowerment Organization (WEO), a mis en œuvre un projet visant à renforcer la participation des jeunes et des femmes à l'activisme communautaire et au dialogue démocratique en faveur de la transformation des conflits. Pour développer les compétences des jeunes femmes et des filles et leur permettre de jouer un rôle déterminant dans la transformation des conflits et la promotion d'un dialogue pacifique et démocratique, Tdh a élaboré un manuel de formation unique sur la transformation des conflits et les processus de cohésion sociale. Ce programme met notamment en lumière l'importance d'intégrer des analyses de genre dans les conflits et le rôle crucial du leadership féminin dans la facilitation des dialogues communautaires. À l'issue de cette formation, les femmes se sont engagées avec les autorités locales, y compris les représentants locaux, les Mukhtars et les dirigeants communautaires, pour promouvoir une résolution pacifique des conflits.¹⁰

¹⁰ Tdh, Just : A capacity-building technical curriculum for girls and female youth leading conflict transformation and social cohesion processes in the Middle East & North Africa, 2022.

Nos approches en matière de participation

Une approche de la participation basée sur les droits

La participation des E&J a été largement reconnue comme l'une des dimensions les plus importantes des droits de l'enfant au cours des trente dernières années. La participation est non seulement un des droits inscrits dans la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE) mais elle constitue également l'un de ses quatre piliers fondamentaux : « *Les enfants ont le droit de faire entendre leur voix, d'être pris au sérieux et d'influencer les décisions les concernant* ».

La participation des E&J à la gouvernance locale est intimement liée à l'affirmation de ce droit fondamental de l'enfant d'être entendu et de pouvoir exprimer librement son opinion sur toutes les questions qui le concernent et que cette opinion soit dûment prise en compte conformément à l'âge et la maturité de l'enfant (Article 12 CIDE).¹¹ Si la participation des enfants est un droit en soi, elle conduit également à la réalisation d'autres droits. Par exemple, assurer la participation des enfants aux processus décisionnels et de gouvernance découle également des droits civils et politiques des enfants garantis par la CIDE, en particulier des droits à la liberté d'expression, à la liberté d'association et à la liberté de rassemblement. L'Observation générale n° 20 (2016) sur la mise en œuvre des droits de l'enfant pendant l'adolescence appelle également les États parties à veiller à ce que les adolescents soient impliqués dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de toutes les lois, politiques, services et programmes pertinents affectant leur vie, y compris au niveau local. Cela souligne l'importance d'une approche fondée sur les droits de l'enfant qui reconnaît et respecte la dignité et la capacité d'action des E&J, y compris leur autonomisation, leur citoyenneté et leur participation active à leur propre vie. D'autres conventions internationales et régionales relatives aux droits de l'enfant et

instruments tels que la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (1990) et la Convention européenne sur l'exercice des droits de l'enfant (1996) reconnaissent le droit et le principe fondamental de la participation des enfants.¹²

Une participation axée sur le partenariat intergénérationnel

Le partenariat intergénérationnel entre les enfants et les jeunes (E&J) et les décideurs adultes constitue une approche innovante et essentielle pour développer des processus de gouvernance inclusifs et des mécanismes de gestion des conflits participatifs.¹³ Cette approche repose sur la reconnaissance mutuelle des capacités et des perspectives uniques que chaque groupe peut apporter. Les enfants et les jeunes doivent être considérés comme des partenaires égaux dans le processus de prise de décision, et non comme de simples bénéficiaires des politiques et des programmes. À cet effet, la participation nécessite donc un partage d'informations et un dialogue entre les enfants et les adultes sur le respect mutuel et exige que l'opinion des enfants soit pleinement prise en compte, compte tenu de leur âge et de leur maturité. Elle implique également un transfert de pouvoir des adultes aux enfants, transformant le statut des enfants de destinataires passifs en agents actifs, qui sont informés et capables d'influencer les décisions affectant leur vie. La mise en place de plateformes de dialogue et de collaboration où les E&J peuvent interagir directement avec les décideurs adultes est essentielle. Elles doivent être accessibles, accueillantes et conçues pour encourager la participation active de tous les membres.

Les projets développés en partenariat entre les E&J et les adultes doivent être coconstruits, en intégrant les idées et les perspectives de chaque groupe dès le début. Cela permet de s'assurer que les initiatives répondent aux besoins et aux aspirations des jeunes tout en bénéficiant de l'expérience et de l'expertise des adultes. Les processus d'évaluation doivent également être inclusifs et participatifs. Les E&J

¹¹ Save the Children, The right of children to participate in public decision-making processes, 2020.

¹² Save the Children, The right of children to participate in public decision-making processes, 2020

¹³ Tdh, New Partnerships to Achieve Justice for Children An Intergenerational Resource Guide and Toolkit for Leaders and Changemakers, 2024.

doivent avoir l'opportunité de partager leurs retours et leurs perceptions sur l'impact des projets et des politiques.

ANALYSER LA DYNAMIQUE DE POUVOIR : LE CUBE DU POUVOIR DE JOHN GAVENTA¹⁴

Il s'agit de l'un des outils d'analyse du pouvoir les plus largement appliqués, utilisé pour donner un sens topographique à la manière dont le pouvoir opère et où il opère. En examinant les multiples formes, niveaux et espaces du pouvoir et leurs interactions, le cube du pouvoir montre que le pouvoir est fondamentalement multicouche, ce qui permet d'élaborer des stratégies qui interrogent toutes les formes de pouvoir inéquitable. Il est évident qu'un changement transformateur ne peut se produire que si les acteurs du développement travaillent dans tous les domaines du cube, ce qui rend les coalitions et les réseaux encore plus essentiels. Pour un examen plus approfondi de la manière dont le cube du pouvoir a été appliqué dans la pratique, cette ressource offre des aperçus particulièrement éclairants.¹⁵

Une approche locale de la participation

Bien qu'il soit important que les enfants interagissent avec des adultes qui font partie des structures de pouvoir nationales, la participation au niveau local est considérée comme essentielle pour assurer la pérennité de la participation des enfants.¹⁶ Les processus décisionnels locaux et les structures proches du lieu de leur résidence ont l'avantage d'atteindre un grand nombre d'E&J et sont particulièrement importants pour soutenir leur participation aux sujets de leur vie quotidienne. Par ailleurs, en favorisant la représentation des E&J dans les instances de prise de décision au niveau local, les E&J sont plus susceptibles d'accélérer la transformation des dynamiques et structures de gouvernance et les résultats qui en ressortent sont davantage susceptibles de répondre aux besoins immédiats et priorités des E&J qu'à l'échelon

national. En outre, en étant ancrés dans la vie publique locale, les E&J participants sont également plus susceptibles de représenter légitimement les intérêts de leurs pairs que ceux qui s'engagent exclusivement dans des processus nationaux, qui peuvent avoir peu de liens avec les problèmes locaux.¹⁷

Une participation significative et inclusive des enfants et des jeunes

Pour renforcer la participation des E&J aux processus de gouvernance locale, Tdh veille à garantir que la participation des enfants dans ces sphères soit significative et non symbolique.

Cela implique que les acteurs ne doivent pas uniquement s'assurer que les E&J soient entendus mais que leurs opinions soient également dûment prises en compte avec un retour d'information sur les résultats et les décisions qui s'ensuivent. Les sujets ne doivent pas se réduire à des événements culturels et sportifs ou à des questions relatives aux infrastructures sportives de quartier. Les décideurs politiques doivent sortir des sentiers battus et réfléchir aux implications éventuelles de leurs décisions dans la vie des enfants.¹⁸ Cela détermine également la nécessité d'envisager la participation des E&J comme un processus circulaire et non une activité ponctuelle.¹⁹

La participation est un processus qui doit également permettre aux E&J de toutes les différentes communautés d'être représentés et entendus et de garantir que les espaces créés pour la participation sont inclusifs et adaptés aux besoins et capacités des différents groupes d'enfants.²⁰ Pour faciliter l'expression de leur point de vue, les enfants doivent avoir accès aux informations et au soutien nécessaire ainsi qu'obtenir le temps et un espace sûr. Les enfants doivent également avoir accès à ceux qui sont en mesure d'influencer les décisions qui les concernent. Pour assurer une participation effective des E&J, Tdh utilise le modèle de participation des E&J de Laura Lundy qui requière que les E&J

¹⁴ Rowlands, J. (2020). "Trouver le(s) bon(s) outil(s) électrique(s) pour le travail : Rendre visible l'invisible". In: McGee, R. et Pettit, J. (Eds.) Power, Empowerment and Social Change. Abingdon: Routledge, 152-166 (Rowlands, 152-166).

¹⁵ Tdh, Bringing power back: Vers un cadre pour l'empowerment des enfants et des jeunes, 2024.

¹⁶ White, Sarah C., and Shyamol A. Choudhury, 'The Politics of Child Participation in International Development: The Dilemma of Agency', European Journal of Development Research, vol. 19, no. 4, December 2007, p. 529-550

¹⁷ UNICEF, Child Participation in local governance, A UNICEF Guidance Note, 2017; Save the Children, The right of children to participate in public decision-making processes, p. 4.

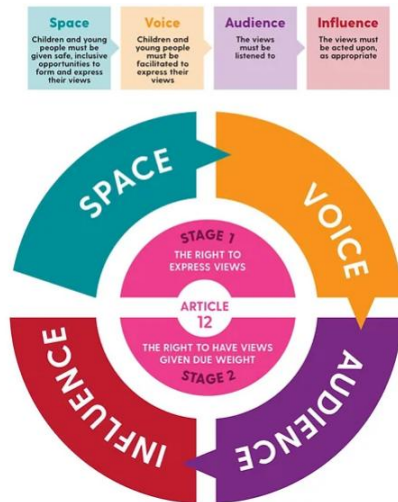
¹⁸ Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles, La participation des enfants aux décisions publiques, Pourquoi et comment impliquer les enfants ?, 2014.

¹⁹ Recommandation sur la participation et l'Observation générale n° 12 des Nations Unies

²⁰ Save the Children, The right of children to participate in public decision-making processes, 2020.

puissent avoir accès à un espace, une voix, une audience et une influence pour que leur participation soit efficace, significative et conforme aux droits de l'enfant.²¹

Figure 4. Le modèle de Lundy sur la participation des E&J



Le droit de participer s'étend à tous les E&J. Tdh reconnaît que les enfants constituent un groupe diversifié et veille à ce que ces stratégies de participation tiennent compte positivement des différences existantes entre les enfants, donne la parole à ceux qui sont confrontés à différentes formes de marginalisation et évite de recréer les schémas de discrimination et les structures de pouvoir existantes. La création d'une participation inclusive nécessite un engagement à et une large communication aux groupes d'enfants plus difficiles à atteindre, et de veiller à ce que, dans le cadre du mécanisme de participation, tous les enfants reçoivent un soutien pour participer sur un pied d'égalité. Dans ses interventions, Tdh veille également à ce que l'environnement participatif soit sensible au genre et à la culture et adopte des mesures proactives pour inclure des enfants de différentes communautés et origines et des enfants d'âges différents et de capacités différentes.²²

Placer la participation des E&J au centre de la programmation

Dans tous les programmes de Tdh et ses partenaires qui concernent les enfants, le principe de la participation des enfants doit être appliqué afin que les enfants soient informés et impliqués dans chaque étape du cycle du programme/projet, y compris : l'analyse de la situation, la planification stratégique, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation, l'apprentissage. La participation des enfants est plus significative lorsque les filles et les garçons sont impliqués dès les premières étapes du programme et lorsqu'ils ont accès à des informations adaptées à leur âge, leurs capacités et leur langue locale. Les opportunités de participation des enfants à la recherche, au plaidoyer et aux campagnes favorisent également des changements positifs à long terme pour les enfants. En outre, dans certains contextes, les enfants peuvent être intéressés à participer à des activités de communication et/ou de collecte de fonds afin de collecter des fonds pour leurs propres initiatives et de partager des messages avec d'autres.²³

PARTICIPATION DES ENFANTS À L'ANALYSE DE LA SITUATION

Avant toute intervention, Tdh mène une recherche approfondie avec et auprès des enfants et des jeunes afin de comprendre les défis qu'ils rencontrent en matière de participation. Cette étape est cruciale pour développer des actions adaptées aux besoins réels et spécifiques de ces jeunes, pour que nos interventions soient à la fois pertinentes et efficaces. Des outils adaptés aux E&J peuvent être utilisés pour permettre aux filles et aux garçons d'âges et de milieux différents d'explorer les causes immédiates et profondes des préoccupations qui les affectent, et de réfléchir à différentes expériences et points de vue basés sur le sexe, l'âge, l'origine ethnique, le handicap ou d'autres facteurs.

En intégrant les enfants et les jeunes dès la phase de diagnostic, Tdh s'assure de recueillir des données

²¹ Laura Lundy (2007) - 'Voice' is not enough: conceptualising Article 12 of the United Nations Convention on the Rights of the Child, *British Educational Research Journal*, 33:6, 927-942, DOI: 10.1080/01411920701657033 (last accessed on 20.02.2023); 'Conceptual Framework for Measuring Outcomes of Adolescent Participation', UNICEF, 2019; CoE, Let's decide together! Guide to

meaningful and effective engagement of children in decision-making processes, 2023.

²² CoE, Let's decide together! Guide to meaningful and effective engagement of children in decision-making processes, 2023.

²³

authentiques et pertinentes sur les obstacles à leur participation. Voici un exemple non exhaustif de défis relevés par les E&J :

Manque de plateforme : un des principaux défis est souvent le manque de plateformes ou mécanismes formels permettant aux jeunes de s'exprimer et de contribuer aux processus décisionnels. De nombreux gouvernements et organisations ne prennent pas au sérieux les perspectives des jeunes et leurs voix sont souvent ignorées.

Barrières culturelles et sociales : Les normes culturelles et sociales peuvent limiter l'implication des jeunes, en particulier celle des filles et des jeunes femmes dans les processus décisionnels et actions civiques. Nombreux jeunes sont confrontés au défi des stéréotypes et des perceptions négatives. Certains perçoivent les jeunes comme étant apathiques, désintéressés, voire incapables. Ces stéréotypes peuvent empêcher les jeunes d'être pris au sérieux dans leurs actions et compromettre leur potentiel de contribution.

Insuffisance de compétences et de connaissances : de nombreux jeunes manquent des compétences et des connaissances nécessaires pour faire entendre leurs voix et participer efficacement aux discussions sur les politiques et les initiatives communautaires.

Manque de ressources et soutien : Un autre défi est le manque d'accès aux ressources et au financement des initiatives menées par les jeunes. De nombreuses initiatives dirigées par des jeunes promouvant la participation citoyenne et prévenant les conflits manquent souvent de ressources pour mettre en œuvre efficacement leurs programmes. Or ils sont peu soutenus de manière globale par les acteurs internationaux car ils ne sont pas structurés de manière formelle.

Orientations programmatiques : six stratégies d'action pour renforcer la participation des E&J à la gouvernance locale

Pour créer des environnements participatifs et assurer la participation des E&J à la gouvernance locale, Tdh a développé une approche reposant sur six stratégies d'action interdépendantes et se renforçant mutuellement. Cette approche stratégique donne un cadre général, mais elle requiert une adaptation aux spécificités locales. C'est pourquoi avant toute intervention, Tdh mène une analyse de situation participative visant à évaluer l'environnement participatif, les processus et mécanismes de participation à la gouvernance locale existants et les capacités des E&J à participer effectivement à ces derniers afin de déceler les bonnes pratiques et les domaines à améliorer. Cette évaluation est réalisée avec les E&J et les acteurs de la gouvernance locale.

1. Soutenir un cadre législatif, politique et des ressources budgétaires qui institutionnalisent la participation des E&J à la gouvernance locale :

- Plaider et encourager les gouvernements à adopter un cadre législatif et politique participatif est essentiel pour établir la reconnaissance du droit des E&J à participer aux prises de décisions, y compris dans les processus de gouvernance locale.
- Soutenir les gouvernements nationaux et/ou locaux à adopter des règlements fournissant des orientations spécifiques sur le format, la structure, le fonctionnement et l'évaluation des processus et mécanismes de participation mis en place.
- Inciter les autorités locales à appliquer les normes nationales, à adopter des politiques locales complémentaires et à prévoir des ressources budgétaires suffisantes pour mettre en œuvre localement des mécanismes de participation durables et efficaces. De nombreux gouvernements, par exemple, ont introduit des lois exigeant que chaque autorité locale (ex. municipalité, commune) crée un conseil des enfants et des jeunes qui puisse participer à l'adoption de toutes les politiques, règlements et décisions locales relatives à des sujets qui les concernent.²⁴

²⁴ UNICEF, Child Participation in local governance, A UNICEF Guidance Note, 2017; UNICEF, Engaged and heard, Guidelines on Adolescent Participation and Civic Engagement, 2020; UNICEF,

Effective, representative, and inclusive child participation at the local level, A study on child and youth councils in UNICEF National

PARTICIPATION AUX RÉFORMES JUDICIAIRES

Fort de son expertise dans la promotion des systèmes de justice pour enfants ainsi que de ses partenariats avec les autorités judiciaires, Tdh soutient depuis de nombreuses années la participation des E&J aux réformes législatives nationales des systèmes de justice. Grâce à ces interventions, les décideurs bénéficient des perspectives et des suggestions des E&J, permettant ainsi d'adopter et de mettre en œuvre efficacement des normes et des pratiques qui répondent réellement aux droits et aux besoins des enfants. Des consultations sont menées avec les E&J pour recueillir leurs expériences, leurs préoccupations et leurs suggestions concernant le système judiciaire. Ces consultations se font par le biais de focus groups, d'ateliers participatifs. Ensuite, les E&J formulent des recommandations concrètes qui sont prises en compte lors de la rédaction des nouvelles lois et réglementations. Par exemple, ils peuvent proposer des mesures pour améliorer les droits et la protection des enfants dans les procédures judiciaires ou pour rendre le système plus accessible et compréhensible pour les jeunes.

2. Identifier les normes socio-culturelles entravant la participation et renforcer les attitudes positives : le contexte social, culturel et politique peut affecter la perception de la participation des E&J à la gouvernance locale. Dans certains contextes, notamment au Moyen-Orient et en Afrique de l'Ouest, des résistances existent encore parmi les adultes, surtout concernant la participation des filles, limitant leur droit à être entendues et à participer aux processus décisionnels privés et publics (famille, communauté, gouvernement). Ces croyances, attitudes et pratiques socio-culturelles patriarcales et discriminatoires excluent les E&J des processus décisionnels. Pour contrer cela, Tdh mène des actions pour assurer une participation significative et inclusive de tous les enfants :

- Des actions de sensibilisation et des dialogues intergénérationnels au sein des familles et communautés favorisant la reconnaissance des droits et capacité des E&J de tous genres et âges à participer aux décisions et aux questions qui les concernent
- Des actions visant à déconstruire les stéréotypes et normes sociales (de genre) et à favoriser des attitudes positives et un environnement plus favorable à la participation de ces E&J marginalisés
- Des actions de mobilisation des acteurs influents tels que les chefs religieux et traditionnels, les enseignants et autres acteurs influents à soutenir publiquement des normes positives favorisant la participation des E&J et à expliquer les bénéfices de prendre en compte les points de vue des E&J dans les processus de gouvernance.
- Des actions mettant en avant les E&J champions et reconnaissant le rôle bénéfique qu'ils jouent en tant que citoyens actifs et acteurs de changement social dans la vie publique de leurs communautés peuvent accroître des attitudes sociales positives concernant la participation des E&J à la gouvernance.²⁵
- Des actions d'information sur le rôle et les réussites des conseils d'E&J au grand public et mettant en exergue la contribution positive que les E&J peuvent apporter à leurs communautés locales.²⁶

3. Créer une volonté politique et engager les décideurs locaux à créer un environnement participatif et renforcer leurs capacités à interagir avec les E&J :

- Créer un engagement et une volonté politique au sein des autorités locales autour de la participation des E&J à la gouvernance locale et identifier les acteurs influents engagés à la cause qui peuvent convaincre leurs pairs.
- Sensibiliser et plaider auprès des élus et décideurs locaux sur l'importance de

Committee countries, 2022; CoE, Let's decide together! Guide to meaningful and effective engagement of children in decision-making processes, 2023.

²⁵ UNICEF, Engaged and heard, Guidelines on Adolescent Participation and Civic Engagement, 2020.

²⁶ UNICEF, Child Participation in local governance, A UNICEF Guidance Note, 2017; UNICEF, Engaged and heard, Guidelines on Adolescent Participation and Civic Engagement, 2020; UNICEF, Effective, representative, and inclusive child participation at the local level, A study on child and youth councils in UNICEF National Committee countries, 2022.

promouvoir une gouvernance inclusive et participative, de développer des politiques locales et des services publics fondés sur les besoins et priorités des E&J et attirer leur attention sur les bénéfices d'une telle participation.

- Doter les décideurs des connaissances et des compétences nécessaires afin qu'ils puissent interagir avec les E&J de manière respectueuse, participative et inclusive et les considérer comme des partenaires à la gouvernance locale, incluant des connaissances sur les droits de l'enfant, le développement de l'enfant, la participation et des compétences en matière de communication, d'écoute active et d'attitudes respectueuses et non discriminatoires.²⁷

UN LABEL GENRE + POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Au Mali, Tdh en partenariat avec l'Association malienne des Jeunes pour la Citoyenneté Active et la Démocratie (AJCAD) met en œuvre un projet national dans le cadre du programme global She Leads. Ce projet vise à accroître l'influence durable des filles et des jeunes femmes sur la prise de décision et à transformer les normes de genre dans la société, ainsi que dans les institutions formelles et informelles. Dans le but de promouvoir une approche sensible au genre et la prise en compte des perspectives des femmes et des filles dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques locales, Tdh et AJCAD ont décidé de lancer un programme de labellisation de genre pour les collectivités territoriales. Le Label "Genre+" visera à reconnaître les collectivités territoriales qui mettent en œuvre des politiques et des pratiques favorisant la participation et l'autonomisation des femmes. Le label "Genre+" sera décerné aux collectivités qui remplissent des critères spécifiques identifiés, démontrant leur engagement en faveur de l'approche sensible au genre et respectant quatre principes clés :

1. Promotion et protection des droits des femmes/filles

- 2. Renforcement de l'engagement des collectivités
- 3. Sensibilisation et mobilisation
- 4. Partage des bonnes pratiques

Il contribue à promouvoir l'égalité des sexes, à renforcer l'engagement des collectivités, à sensibiliser et mobiliser la société civile, et à partager les bonnes pratiques pour créer des collectivités plus inclusives et équitables.

4. Renforcer les capacités des E&J et développer leur confiance en eux :

- Leur communiquer des informations sur leur droit à s'exprimer librement et à ce que leur avis soit dûment pris en considération. Les conscientiser sur l'impact qu'ils peuvent avoir en participant à la gouvernance locale, à être consultés et partie prenante aux processus de décisions locales et qui prendra la décision finale.²⁸
- Doter les E&J des connaissances et compétences nécessaires à leur pleine participation et renforcer leur confiance et leadership pour revendiquer et exercer leur droit de participation dans les processus de gouvernance locale. Le niveau de connaissances et compétences des E&J sur la participation et la gouvernance locale dépend très fortement du contexte et des groupes d'E&J concernés. C'est pourquoi il n'existe pas de « one size fits all » et chaque programme de formation est élaboré sur base des priorités et compétences clés que les E&J eux-mêmes désirent renforcer, en mettant l'accent sur l'inclusion des E&J particulièrement exclus de ces sphères de participation.
- Accompagner les E&J à identifier les objectifs et résultats qu'ils veulent poursuivre à travers leur participation et à réfléchir sur les mécanismes de participation qui seraient les plus appropriés et adaptés à leurs besoins spécifiques.

UN CURRICULUM DE FORMATION SUR LA PARTICIPATION À LA GOUVERNANCE LOCALE AU BURKINA FASO

²⁷ UNICEF, Child Participation in local governance, A UNICEF Guidance Note, 2017.

²⁸ Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles, La participation

des enfants aux décisions publiques, Pourquoi et comment impliquer les enfants ?, 2014.

En 2022, Tdh a organisé une consultation avec les mouvements et associations de jeunesse des provinces de la Kossi et de la Tapoa du Burkina Faso pour renforcer leur implication dans les affaires publiques. Les résultats ont montré que les jeunes et les décideurs locaux interagissaient de manière informelle et que les jeunes manquaient de connaissances en gouvernance et de ressources en communication, limitant leur capacité à représenter leurs pairs et à participer aux décisions. En réponse, Tdh Burkina Faso et ses partenaires ont développé un programme de renforcement de capacités pour les jeunes sur huit thèmes : citoyenneté, gouvernance locale, démocratie participative, décentralisation, leadership transformationnel, négociation et plaidoyer politique, prise de parole en public, et contrôle citoyen. Le programme utilise des méthodes pédagogiques variées, comme les jeux de rôle et les débats avec les décideurs locaux, pour développer les connaissances, compétences, valeurs, attitudes et l'esprit critique des jeunes, afin de les rendre autonomes et capables de participer significativement aux processus décisionnels et à la vie publique de leur commune. Le programme a permis non seulement de développer leurs connaissances et leurs compétences, mais aussi leurs valeurs, leur attitude et leur esprit critique afin de leur donner les moyens d'être des acteurs autonomes capables de participer significativement aux processus décisionnels et à la vie publique de leur commune.

5. Soutenir le dialogue entre les E&J et les autorités locales et les accompagner à instaurer des processus et mécanismes de participation inclusifs :

- Soutenir les E&J à identifier les sujets (emploi, éducation, climat, logement, culture, sport, etc.), les actions et projets de la commune/municipalité et les processus décisionnels (élaboration des lois et règlements locaux, plans et politiques de développement

locaux, suivi des services publics locaux, évaluation des budgets, etc.) auxquels ils voudraient participer afin d'assurer que leurs droits, leurs besoins et priorités soient clairement reflétés dans les décisions et politiques locales et que les services publics soient davantage centrés sur leurs besoins.²⁹

- Soutenir l'organisation de groupes de travail durant lesquels des organisations dirigées par des E&J et des décideurs locaux réfléchissent sur les mécanismes, systèmes et processus de participation qu'ils veulent instaurer pour garantir une participation significative, effective et inclusive des E&J de la localité. Les aspects pratiques tels que la fréquence, le moment et le lieu de la participation des enfants sont également des éléments de conception importants. Il existe un large éventail de mécanismes de participation allant des instruments de participation structurels (comme les conseils des E&J au niveau local et régional) jusqu'aux processus de consultations directes régulières ou *ad hoc* liés à une question particulière.³⁰
- Prévoir dès la conception du mécanisme de participation différentes approches de communication et à adapter le processus de participation en fonction de l'âge, du genre, des potentiels handicaps et des aptitudes des enfants. La question des différentiels de pouvoir devra également être prise en compte et abordée de manière explicite dans la conception du mécanisme de participation.³¹ Une attention particulière doit être accordée à la meilleure façon de susciter la participation des enfants afin qu'elle ne recrée pas les structures de pouvoir existantes, mais donne la parole à ceux qui font face à différentes formes de marginalisation. Par exemple, développer des forums de participation spécifiques aux enfants vulnérables, aux adolescentes ou aux enfants handicapés peut permettre aux enfants

²⁹ UNICEF, Child Participation in local governance, A UNICEF Guidance Note, 2017; UNICEF, Engaged and heard, Guidelines on Adolescent Participation and Civic Engagement, 2020; UNICEF, Effective, representative, and inclusive child participation at the local level, A study on child and youth councils in UNICEF National Committee countries, 2022.

³⁰ Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles, La participation

des enfants aux décisions publiques, Pourquoi et comment impliquer les enfants ? 2014.

³¹ UNICEF, Child Participation in local governance, A UNICEF Guidance Note, 2017; UNICEF, Engaged and heard, Guidelines on Adolescent Participation and Civic Engagement, 2020; UNICEF, Effective, representative, and inclusive child participation at the local level, A study on child and youth councils in UNICEF National Committee countries, 2022.

qui pourraient autrement être ignorés de se connecter et d'influencer la prise de décision sur des questions qui les concernent particulièrement.³² S'il y a une limite au nombre d'enfants pouvant participer, il est recommandé que les enfants choisissent eux-mêmes qui va les représenter, de manière démocratique et inclusive. Une autre possibilité consiste à prévoir différents niveaux de participation, par exemple une large consultation avec un questionnaire et un focus group avec un nombre d'enfants plus restreint.³³

CONSEILS CONSULTATIFS D'ENFANTS

Tdh a développé une Boîte à Outils visant à mettre en place des Conseils Consultatifs d'Enfants au sein du modèle Barnahus en Suède. Les conseils consultatifs d'enfants sont l'un des mécanismes utilisés pour promouvoir la participation des enfants en tant que collectif. Ces conseils sont conçus de manière à offrir des espaces sûrs permettant aux enfants d'exprimer leur voix sur des questions qui les concernent, leur vie ou celle de leurs pairs, d'accroître leurs connaissances et leurs compétences et de contribuer de manière significative aux processus décisionnels au sein de projets ou initiatives à différents niveaux.³⁴

6. Soutien financier et technique aux initiatives locales dirigées par les E&J :

- Soutenir les organisations et associations d'E&J dans leurs actions d'engagement civique et politique visant à promouvoir une gouvernance inclusive et participative et une citoyenneté active au sein de leur communauté locale.
- Accompagner techniquement et financièrement des initiatives et des actions innovantes développées et menées par les E&J permettant d'améliorer le fonctionnement de leurs pouvoirs publics et de la vie démocratique au sein de leur localité.

³² UNICEF, Child Participation in local governance, A UNICEF Guidance Note, 2017; UNICEF, Engaged and heard, Guidelines on Adolescent Participation and Civic Engagement, 2020; UNICEF, Effective, representative, and inclusive child participation at the local level, A study on child and youth councils in UNICEF National Committee countries, 2022.

INITIATIVES PARTICIPATION CITOYENNE ET OUVERTURE DE L'ESPACE CIVIQUE ET DÉMOCRATIQUE

Entre 2022 et 2024, Tdh a soutenu et financé, par le biais d'un appel à subventions, 36 initiatives et micro-projets innovants au Sahel. Menées par des mouvements de jeunes activistes et défenseurs des droits humains, ces initiatives visent à améliorer l'environnement législatif et politique de la société civile. Grâce à cette expérience, les jeunes ont renforcé leurs compétences en gestion organisationnelle et financière. Ils ont également acquis une meilleure compréhension des processus législatifs nationaux et appris à analyser et évaluer leurs lois et politiques publiques à la lumière des instruments régionaux et internationaux relatifs à l'espace civique. De plus, grâce à la subvention, ils ont développé des actions de plaidoyer auprès de leurs autorités et créé des technologies civiques innovantes, contribuant ainsi au développement d'une culture de participation citoyenne et à la protection de l'ouverture de l'espace civique et démocratique.

³³ UNICEF, Effective, representative, and inclusive child participation at the local level, A study on child and youth councils in UNICEF National Committee countries, 2022.

³⁴ Tdh, Step by Step Journey of Children and Youth Participation: A methodological toolbox for establishing, supporting and developing Children & Youth Advisory Boards in the context of Barnahus, (Save the Children Sweden, Tusla, 2024).

Ressources pour aller plus loin :

- Tdh, YouCreate toolkit - Recherche-action participative pour jeunes acteurs de changement, 2019.
- Tdh, Just: A capacity-building technical curriculum for girls and female youth leading conflict transformation and social cohesion processes in the Middle East & North Africa, 2022.
- Tdh, Programme de formation : Jeunes, gouvernance locale & participation citoyenne, 2022.
- Tdh, Policy paper: Climate in-justice for children: How climate crisis affects access to justice and children's rights, 2023
- Tdh, Bringing power back : Vers un cadre pour l'empowerment des enfants et des jeunes, 2024.
- Tdh, Manuel du programme de labellisation Genre+, 2024.
- Tdh, New Partnerships to Achieve Justice for Children: An Intergenerational Resource Guide and Toolkit for Leaders and Changemakers, 2024.





L'accès effectif à la justice locale et à l'autonomisation juridique

LEVIER D'ACTION 3

NOTE D'ORIENTATION - RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE

Une voie pour promouvoir les droits des enfants & des jeunes, résoudre les conflits et construire des sociétés pacifiques

Édition 2026

DE LA THÉORIE À LA PRATIQUE : CADRE PROGRAMMATIQUE

La Note d'Orientation du Tdh : Approche Technique et Mise en Œuvre Opérationnelle du renforcement de la cohésion sociale est accompagnée de trois guides programmatiques. Chacun d'eux détaille la mise en œuvre opérationnelle des projets et interventions sur le terrain, en proposant un cadre programmatique concret pour chaque domaine d'action, des approches, des conseils pratiques et des recommandations concrètes adaptables aux spécificités de chaque pays et communauté cible.

Ces guides recensent également les meilleures pratiques observées sur le terrain et orientent les lecteurs vers des ressources complémentaires. Conçus pour accompagner toutes les phases du cycle de programmation, ces trois guides offrent des conseils pratiques applicables aussi bien aux projets autonomes qu'aux initiatives intégrées. Le présent guide programmatique n° 3 porte sur « l'accès effectif à la justice locale et à l'autonomisation juridique ».



L'ACCÈS EFFECTIF À LA JUSTICE LOCALE ET À L'AUTONOMISATION JURIDIQUE

Colonne vertébrale de l'État de droit, l'accès aux droits et à la justice est une garantie fondamentale que l'État se doit d'assurer à ses citoyens. Il n'y a pas de démocratie sans respect de l'État de droit, et il n'y a pas de véritable respect du droit sans un système juridique qui garantisse que tous ses citoyens puissent protéger les atteintes à leurs droits, réparer des fautes ou des dommages et recourir à des modes de résolution pacifiques différents reposant sur les principes d'une justice équitable, indépendante et efficace.

L'accès à la justice est également l'un des piliers de la cohésion sociale et un garant de la paix. Lié à l'Objectif de Développement Durable (ODD) 16 « Paix, justice et institutions efficaces » (cible 16.3)¹ L'accès à la justice garanti aux citoyens les moyens de résoudre pacifiquement leurs différences interpersonnelles en temps utile et de manière équitable que ce soit par la négociation, la médiation ou par la décision d'une tierce partie. Par ailleurs, l'accès au droit, en permettant aux individus et communautés de prendre connaissance de leurs droits et des normes qui régulent la société, augmente leur autonomie, leur sentiment d'appartenance, de confiance (envers les autres citoyens et l'État) et de sécurité. A contrario, lorsque

l'accès à la justice n'est pas garanti, qu'il ne joue pas son rôle de régulateur des relations sociales ou qu'il prend le parti d'une force plutôt que d'une autre, il met en péril la paix sociale entre les citoyens. C'est justement dans ces situations répétées d'absence de recours à des modes juridictionnels ou alternatifs de résolution des différends individuels que l'on voit des communautés recourir à de la justice populaire ou s'engouffrer sur la voie de conflits collectifs violents. La clé de la cohésion sociale réside dans l'assurance qu'il existe des mécanismes justes, égaux, efficaces et accessibles qui transforment les différends en résultats équitables lorsqu'un conflit individuel ou collectif survient.

Un accès égal et effectif à la justice requiert une justice abordable, disponible et aisée à comprendre ainsi qu'un certain nombre de garanties procédurales telles que le droit au recours, l'accès à un conseil juridique ou encore un système d'aide légale pour les citoyens les plus démunis. L'un des enjeux principaux de l'accès à la justice réside dans le degré d'accessibilité de la justice (accessibilité physique, géographique, financière, prégnance de barrières culturelles et sociales de nature à freiner cet accès, perception d'une justice aux ordres du pouvoir politique ou corrompue, accès à une justice

¹ ODD 16 : « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer

l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous ».

sensible au genre et aux enfants). Cependant, dans de nombreux pays, la justice ne remplit pas son rôle envers une grande majorité de la population. Elle est lente, chère, complexe, géographiquement inaccessible, parfois corrompue et souvent inadaptée à l'environnement socio-culturel. Le droit d'accès à une assistance juridique n'a que peu de sens si les services d'un avocat coûtent en moyenne 350 000 – 1 M Fcfa et que le salaire moyen est de 425 000 FCFA par an.² Une procédure régulière est d'une valeur douteuse lorsque vous êtes analphabète ou incapable de comprendre la procédure. Les tribunaux eux sont pratiquement inutiles pour ceux qui habitent à 85 km ou n'ont pas les moyens de payer le billet de bus pour s'y rendre.

Selon le rapport Measuring the Justice Gap du World Justice Project (WJP), 1,5 milliard de personnes, font face à de multiples enjeux pour accéder à la justice. Environ 40 % d'entre elles sont des E&J, ceux-ci étant doublement affectés par les obstacles d'accès à la justice. D'une part, les E&J sont confrontés aux mêmes problèmes que tout autre individu peut rencontrer dans sa quête de justice, dont le manque d'information sur leurs droits et les voies de recours existantes, les frais de procédure, le manque de confiance dans le système ou la crainte d'être stigmatisé.³ D'autre part, ils doivent aussi faire face à des obstacles liés à leur âge et leur statut. D'un point de vue juridique, un des principaux obstacles de l'accès à la justice pour les enfants vient de leur statut spécifique, puisque les mineurs sont généralement frappés d'incapacité juridique.⁴ En raison de leur état de dépendance, les enfants doivent souvent s'en remettre aux adultes qui détiennent le pouvoir de décider s'ils vont agir ou non dans leur intérêt. Par ailleurs, dans certains pays, les barrières sociales ou culturelles ne permettent pas aux enfants d'entreprendre des poursuites, perçues comme inacceptables par leurs aînés, ceux-ci s'exposeraient aux risques de subir des représailles.⁵ En outre, les enfants font face à la complexité des systèmes de justice, le manque d'informations sur leurs droits ainsi que l'absence de soutien approprié pour les aider dans leurs démarches. Or, le

manque d'éducation aux droits impacte fortement l'accès des enfants à une justice équitable et adaptée. Par exemple, en Afrique de l'Ouest et au Moyen-Orient, rares sont les enfants qui ont connaissance de leurs droits d'être assistés par un avocat et d'avoir accès à une assistance juridique gratuite ou à un coût réduit et ce même lorsqu'un service d'assistance juridique est disponible. Par ailleurs, lorsque l'éducation aux droits est disponible, elle n'est souvent pas adaptée à l'âge ni au sexe des participants, et est très rarement adaptée aux enfants ayant peu ou aucune éducation formelle.

Notre Action

Du fait de ces multiples barrières auxquelles les E&J sont confrontés pour accéder à la justice, la justice peut être perçue comme un concept abstrait, parfois même comme une menace, et non pas comme un droit ou un service public qui leur permet d'exercer leurs droits fondamentaux et de résoudre leurs problèmes juridiques.

Renforcer l'accès effectif à la justice locale et l'autonomisation juridique, c'est inverser cette tendance : c'est doter les E&J, ainsi que leurs familles et leurs communautés de compétences et du pouvoir de connaître et de comprendre leurs droits, de les exercer et de les revendiquer au sein de systèmes de justice accessibles, adaptés et disponibles à leurs besoins et à leur situation.

« Le futur d'un système adapté aux enfants c'est un système judiciaire où les enfants sont informés de leurs droits et savent à quoi ils peuvent s'attendre.

Un système dans lequel les adultes souhaitent réellement impliquer les enfants dans la prise de décision et les processus associés. »

Enfant anonyme Serbie

Pour renforcer l'accès à la justice locale et l'autonomisation juridique des E&J, Tdh poursuit une approche de la justice centrée sur les E&J qu'elle met en œuvre à travers trois priorités d'action :

- La sensibilisation aux droits et l'éducation juridique des E&J

² Données recueillies lors d'entretiens avec des avocats au Mali, Burkina Faso et Niger.

³ Laurène Graziani, L'accès à la justice pour les enfants, Journal du droit des jeunes 2014/5 (N° 335), pages 22 à 24.

⁴ Le Comité des droits de l'enfant, Observation générale n° 5, 2003.

⁵ Laurène Graziani, L'accès à la justice pour les enfants, Journal du droit des jeunes 2014/5 (N° 335), pages 22 à 24.

- L'accès à des services d'assistance juridique adaptés aux E&J
- Le renforcement d'une justice locale accessible aux E&J

La sensibilisation aux droits et l'éducation juridique des E&J

La sensibilisation aux droits et l'éducation juridique font référence aux principes de capacité juridique et d'autonomisation juridique (mieux connus sous le terme anglophone « *legal empowerment* »). L'autonomisation juridique consiste à doter les E&J, ainsi que leurs familles et leurs communautés des connaissances juridiques et compétences dont ils ont besoin pour comprendre leurs droits, les exercer et les revendiquer, utiliser les voies de recours pour résoudre leurs problèmes juridiques, naviguer au sein du système judiciaire et participer à l'élaboration des normes qui les concernent.⁶ Il s'agit de veiller à ce que la loi, les droits et la justice ne se limitent pas aux livres ou aux salles d'audience, mais soient accessibles et pratiqués par tous.⁷ L'éducation juridique est essentielle pour les citoyens et en particulier les E&J, pour qu'ils connaissent leurs droits, puissent les revendiquer et utilisent les voies de recours judiciaires et les mécanismes alternatifs de résolution des conflits. L'éducation juridique contribue à la prévention des litiges et à la résolution pacifique des conflits.

A cette fin, Tdh met en place des activités de sensibilisation aux droits et d'éducation juridique qui permettent aux E&J :

- De prendre conscience de l'omniprésence du juridique dans notre quotidien ;
- De développer des connaissances relatives à leurs droits et le fonctionnement de leur système juridique ;
- De développer les compétences permettant de reconnaître une question ou un problème juridique ;

- De trouver et de comprendre l'information juridique nécessaire ;
- D'agir de façon éclairée et gérer les dimensions juridiques des problèmes de tous les jours ; de connaître et utiliser les services judiciaires et voies de recours ;
- De revendiquer ses droits, d'intenter une procédure judiciaire (avec ou sans représentant légal, dépendant des lois du pays) et de participer aux procédures judiciaires et mécanismes alternatifs de résolution des conflits.

Dès le plus jeune âge, les enfants sont en contact avec le droit, ils demandent souvent de comprendre « le pourquoi » de certaines règles et se sentent profondément concernés lorsqu'ils ressentent de l'injustice. En comprenant l'origine des règles, les E&J pourront mieux comprendre que les limites et les interdits dans leur quotidien sont assortis de droits, de libertés et de responsabilités. Nous pensons que plus un individu est éveillé tôt à la présence du droit dans sa vie et au rôle qu'il peut jouer dans l'évolution de celui-ci, plus son rapport au droit est positif et participatif. D'ailleurs, on constate que les jeunes sont engagés et actifs lorsqu'une cause les touche plus directement, par exemple, avec la mobilisation pour le climat.⁸ Il est important que les jeunes puissent connaître le cadre légal dans lequel ils ont le droit d'agir et de faire connaître leurs préoccupations.⁹

LE DROIT D'ENGAGER DES POURSUITES JUDICIAIRES

En Afrique du Sud, les enfants ont le droit d'engager eux-mêmes des poursuites judiciaires.¹⁰ Aux Philippines, des enfants ont intenté avec succès des poursuites environnementales au sein du système judiciaire, exploitant les lois robustes du pays pour faire respecter les mesures visant à protéger l'environnement.¹¹

⁶ Une personne qui possède la « capacité » juridique est une personne qui sait reconnaître qu'un problème a une dimension juridique, qui sait comment (et à quel endroit) demander de l'aide, et qui comprend qu'il est préférable de résoudre les problèmes juridiques le plus tôt possible afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles et qui a confiance en sa capacité de participer au processus juridique et dans le système de justice.

⁷ Open Society Justice Initiative, *Legal Empowerment: An integrated approach to justice and development*, 2012.

⁸ Tdh, *Climate in-justice for children: How climate crisis affects access to justice and children's rights*, 2023.

⁹ Educaloi, *L'éducation juridique comme incontournable de l'école québécoise*, 2020.

¹⁰ Section 14 of the Children's Act; Boezaart, 2009: 22–23 (with reference to the common law starting point that an infant has no capacity to litigate: 22) and 34–35).

¹¹ CRIN, *Children's Access to Justice for Environmental Rights*; Philippines, 2022.

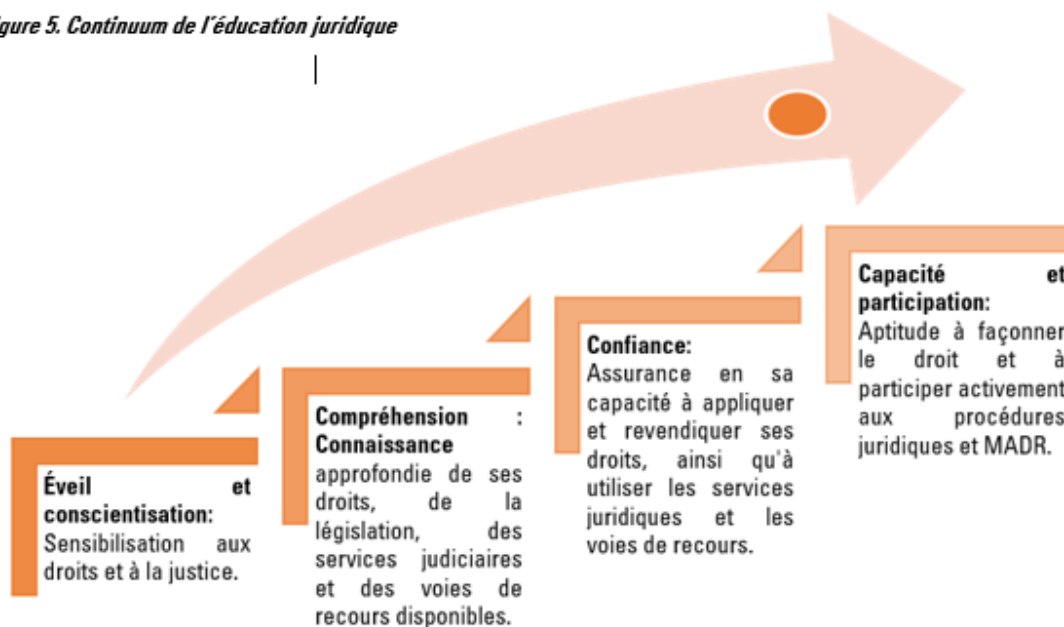
Ainsi, à travers des contenus juridiques vulgarisés délivrés sous forme d'activités pédagogiques et ludiques et l'organisation de sessions d'échanges avec les professionnels de la justice, Tdh développe la « capacité juridique » des E&J – connaissances, compétences et confiance en soi et envers le système de justice – qui mène à l'autonomisation juridique. Nos programmes d'éducation juridique donnent aux E&J l'opportunité de rencontrer les professionnels du secteur de la justice et d'avoir des conversations ouvertes et franches sur les difficultés qu'ils éprouvent à accéder à une justice inclusive, non-discriminatoire et adaptée à leurs besoins, leur âge, leur genre et autres vulnérabilités. Ces interactions permettent aux E&J de se faire entendre, de se faire expliquer les termes et les processus dans un environnement détendu et ainsi, de développer leur confiance en soi et dans le système de justice. Par ailleurs, en faisant part de leurs expériences et de leurs vécus, ils encouragent les professionnels de la justice à s'interroger sur leur positionnement, le fonctionnement du système de justice et à réfléchir aux améliorations qui pourraient leur être apportées.

GUIDE D'ÉDUCATION JURIDIQUE SUR LES DROITS DE L'ENFANT¹²

Tdh a élaboré un Guide d'éducation juridique sur les droits de l'enfant destiné aux professionnels de l'enfance en Afrique. Ce guide propose des activités permettant aux enfants et aux jeunes africains de connaître, comprendre et revendiquer leurs droits de manière constructive et ludique. Il vise à informer les enfants et les jeunes sur leurs droits, ainsi que sur les instruments régionaux et internationaux qui les protègent, et sur les obligations des États, des organisations et des individus en matière de réalisation et de respect des droits de l'enfant.

Grâce à ces activités, les enfants découvrent l'importance de leurs droits, comment les mettre en pratique et auprès de qui les revendiquer par des moyens de communication pacifiques. Des activités récréatives sont proposées pour impliquer et engager les enfants, utilisant des jeux éducatifs et des exercices pédagogiques.¹³

Figure 5. Continuum de l'éducation juridique



¹² Tdh, Les droits de l'Enfant, Guide pour l'éducation juridique et l'accès aux droits, 2024.

¹³ Tdh, Les droits de l'Enfant, Guide pour l'éducation juridique et l'accès aux droits, 2024.

Accès à une assistance juridique adaptée aux E&J

L'accès à un prestataire d'assistance juridique spécialisé et de confiance constitue un élément essentiel pour un système judiciaire adapté aux enfants. Ces praticiens peuvent faire une énorme différence dans l'expérience d'un E&J au sein du système de justice et à l'issue de l'affaire et, par conséquent, dans la vie de cette personne. Accès à des services adaptés, une aide juridique rapide et efficace est un droit fondamental auquel les E&J ont droit. Droit levier permettant la réalisation d'autres droits¹⁴. Le droit à un conseil juridique est également un préalable essentiel pour garantir un accès effectif et une pleine participation des E&J à la justice. Les E&J qui entrent en contact avec la justice ont souvent besoin de conseils juridiques, d'informations, de représentation et d'accompagnement pour manœuvrer les exigences administratives et juridiques des procédures. Dans les affaires pénales, un soutien est indispensable pour assurer leur défense et le respect des garanties et droits de l'enfant tout au long de la procédure. L'accès à un conseil juridique spécialisé en justice juvénile est crucial à tous les stades de la procédure et en particulier pour assurer une défense adaptée aux besoins et intérêts de l'enfant et favoriser des procédures et approches de la justice centrée et adaptée aux E&J telles que la déjudiciarisation, une mesure alternative à la privation de liberté, une mesure de justice restauratrice. Ainsi, si le droit à une assistance juridique n'est pas fourni de manière appropriée, on peut se demander si la présomption d'innocence, un procès équitable ou un procès proportionné à la peine a été appliquée.¹⁵

"L'avocat idéal pour moi est quelqu'un qui m'explique tout avec patience, jusqu'à ce que je comprenne ce que j'ai besoin de savoir."

Membre du Conseil consultatif des enfants de Hongrie

Pour renforcer l'accès à l'assistance juridique des E&J, leurs familles et leurs communautés, Tdh soutient les différents modèles d'aide juridique (étatique, non-étatique, privé, hybride) et dispositifs d'assistance juridique (cliniques juridiques, guichet

juridique unique, programmes pro bono, aide juridique en ligne, programmes parajuridiques, modèles de prise en charge intégrée des victimes tel que les SVBG One Stop Centre, le modèle Barnahus) en partenariat avec les gouvernements, les organisations de la société civile locales et internationales, les barreaux et les universités.

Tdh fournit également plusieurs offres de renforcement des capacités aux prestataires d'assistance juridique (formation collective, individuelle, mentorat, coaching). Quel que soit leur statut (avocat, parajuriste ou autre) ou leur formation de base, Tdh forme et fournit diverses guidances et ressources aux conseils d'enfants sur les connaissances, compétences et aptitudes essentielles à acquérir pour pouvoir délivrer une assistance juridique de qualité, adaptée et sensible aux enfants. Elle veille à ce que les conseils d'enfant assurent la pleine participation des E&J tout au long de la procédure ; qu'ils puissent exprimer leurs points de vue, leurs opinions et leurs préoccupations sur toutes les questions qui les concernent quel que soit leur âge et leur maturité.

CHILD-LEX, A DATABASE ON CHILD-FRIENDLY JUSTICE¹⁶

Tdh et ses partenaires du projet Clear Rights ont créé CHILD-Lex, une base de données sur une justice adaptée aux enfants. Cette base de données fournit des informations détaillées aux professionnels sur les droits des enfants en contact avec la justice. Elle contient des fiches juridiques détaillant leurs droits en vertu des législations internationales, européennes et nationales. Ces fiches couvrent les droits et les principes clés d'une justice adaptée aux enfants telles que les garanties d'un procès équitable, les systèmes de justice pour enfants, les droits des enfants à l'assistance juridique, la déjudiciarisation des procédures judiciaires formelles.¹⁷

Tdh soutient également les barreaux, les services d'aide juridique et autres organismes d'assistance juridique à se doter de codes de conduite

¹⁴ Notamment le principe de l'égalité d'accès à la justice, le droit à un procès équitable, le principe d'égalité des armes et des droits de la défense.

¹⁵ Tdh, Understanding the legal pathways for children in contact with the law within the Iraqi Criminal Justice System, 2022.

¹⁶ Child-Lex Database on child friendly justice, <https://www.child-lex.cfjnetwork.eu/>

¹⁷ International Juvenile Justice Observatory, The CLEAR-Rights Project publishes a database about child-friendly justice, 2022.

professionnelles et à intégrer des standards et des normes portant spécifiquement sur l'offre de services d'assistance juridique adaptés aux enfants. Parmi ceux-ci, on retrouve notamment des exigences d'accréditation pour les conseils d'enfants ou encore des standards professionnels et normes déontologiques définissant spécifiquement les rôles et devoirs que les avocats et non-avocats doivent respecter dans leur mission d'assistance aux enfants. Afin d'assurer que l'assistance fournie aux enfants soit adaptée aux souhaits des E&J et de qualité, les organismes d'assistance juridique sont également épaulés dans le développement de mécanismes de satisfaction destinés à leurs jeunes clients et la mise en place de systèmes de supervision et d'évaluation de la qualité des performances de leurs prestataires.

LEGAL SUPPORT, UN MÉCANISME DE SATISFACTION ET DE SOUTIEN À LA QUALITÉ¹⁸

Dans le cadre du projet CLEAR-Rights mené par Tdh en Europe, l'application « My Legal Support » a été co-conçue avec les enfants des Child Advisory Boards du projet et en étroite collaboration avec notre partenaire Mind of My Own. Elle est destinée à être utilisée par des enfants, qu'ils aient ou non une expérience en matière d'assistance juridique gratuite. Cet outil permet aux enfants d'exprimer instantanément et de manière pratique leurs opinions, leurs souhaits et leurs sentiments concernant les services d'assistance juridique qu'ils ont reçus. De plus, il permet aux prestataires d'assistance juridique (qu'il s'agisse d'aide juridique financée par l'État ou de services pro bono) d'améliorer la qualité de leur travail. Entre septembre et décembre 2022, cette application a été testée en France, en Hongrie et en Roumanie. Elle a été présentée aux enfants des services de protection de l'enfance, des centres de détention, des services de probation, des écoles et des organisations partenaires.¹⁹

En outre, les avocats pour enfants n'étant pas en nombre suffisant pour fournir les services d'assistance juridique dont ont besoin les enfants et

les jeunes, Tdh plaide et accompagne la diversification des prestataires d'assistance juridique. Il est aujourd'hui largement reconnu qu'un moyen de prodiguer une assistance juridique efficace à un maximum de personnes est de s'appuyer sur des non-avocats, y compris les étudiants en droit, les assistants juridiques et les parajuristes. Dans les zones éloignées des centres urbains, les parajuristes sont des prestataires essentiels pour offrir un accompagnement juridique aux communautés.²⁰ Ils sont capables de combler les clivages informels/formels, de comprendre le contexte local, d'être rentables et de s'assurer que les programmes d'assistance juridique sont conçus pour adresser efficacement les problèmes juridiques que vivent ces communautés reculées. Enfin, à travers ses activités d'éducation et d'autonomisation juridique, Tdh renforce l'accès des E&J aux services d'aide et d'assistance juridique.

DES CLINIQUES JURIDIQUES, UN DISPOSITIF D'ASSISTANCE JURIDIQUE ADAPTÉ AUX E&J VIVANT DANS LES ZONES RURALES

Dans certaines zones rurales du Burkina Faso, les E&J n'ont ni connaissance, ni accès aux services et prestataires d'aide juridique. Marginalisée, cette population est relativement méfiante envers les institutions judiciaires, perçues comme étant extrêmement éloignées dans un sens culturel, linguistique, géographique et financier. En vue d'apporter une assistance juridique adaptée aux E&J et de rapprocher ces populations éloignées de la justice, Tdh a créé en 2021 deux cliniques juridiques où des parajuristes qualifiés offrent gratuitement des informations et conseils juridiques, une orientation vers les avocats pour enfants et voies de recours appropriées (procédures judiciaires, les mécanismes coutumiers et MADR) et un accompagnement pour initier les procédures. Pour rendre les services accessibles aux E&J, les parajuristes organisent également des consultations dans les écoles, les mouvements de jeunesse, les camps de déplacés et les maisons d'arrêt pour mineurs. Ces cliniques facilitent également leur accès à la documentation

¹⁸ Tdh, My Legal Support - results of the CLEAR-Rights application, 2020.

¹⁹ Tdh, My Legal Support - results of the CLEAR-Rights application, 2020.

²⁰ Déclaration de Lilongwe sur l'accès à l'assistance juridique dans le système pénal en Afrique, Conférence sur l'assistance judiciaire dans le système pénal : le rôle des avocats, non-avocats et autres acteurs de l'aide juridique en Afrique Lilongwe, Malawi, 2004.

civile. En collaboration avec les acteurs judiciaires, les parajuristes organisent des audiences foraines pour délivrer aux E&J ou à leurs parents leurs actes d'état civil. Ainsi dotés de leurs actes de naissance et cartes d'identité, les E&J peuvent exercer leurs droits fondamentaux et accéder aux services publics (école, santé, protection, justice). Depuis 2020, les cliniques ont réalisé plus de 24 000 consultations et délivré 15 065 actes d'état civil.²¹

Le renforcement d'une justice locale accessible aux E&J

Le renforcement d'une justice locale accessible aux E&J fait référence au principe d'avoir une justice proche du citoyen-justiciable, d'un point de vue humain, culturel, financier, spatial et temporel. L'objectif est de réduire les barrières multidimensionnelles d'accès à la justice auxquelles les E&J, leurs familles et leurs communautés sont confrontés et de favoriser une justice à l'écoute de leurs problèmes juridiques, respectueuse des codes culturels de la localité, capable de comprendre les intérêts en présence, tout en tenant compte des besoins spécifiques des E&J et de chaque situation particulière.

Dans de nombreux pays en développement dans lesquels Tdh intervient, les recherches démontrent que la majorité des citoyens résolvent leurs problèmes en dehors des tribunaux, plus de 80% des différends sont portés devant des acteurs de la justice au niveau communautaire.²² Perçus comme des acteurs légitimes par les populations locales pour résoudre certains litiges, ils sont dans plusieurs régions du monde les seuls recours de la population pour résoudre ses problèmes juridiques.²³ Les approches contemporaines concernant les enfants et la justice soulignent la nécessité de s'engager auprès des systèmes de justice coutumière. Le Comité des droits de l'enfant, dans son Observation générale n° 24 (2019) sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants, a reconnu la nécessité de prendre en compte le système de

justice coutumière dans la réforme de la justice, soulignant le fait que les approches réparatrices pratiquées dans les systèmes de justice coutumière pourraient bien offrir des opportunités avec le système formel de justice pour enfants. Il convient de noter qu'avec la croissance démographique attendue dans les années à venir, les systèmes judiciaires seront incapables de faire face de manière appropriée à une augmentation substantielle du nombre de cas sans le développement de pratiques de justice nouvelles, innovantes et réparatrices.²⁴

Compte tenu de ce contexte et défendant une approche de l'accès à la justice qui soit ancrée dans la réalité des populations et promotrice de cohésion sociale, depuis de nombreuses années, Tdh reconnaît que l'État n'est pas le seul fournisseur de justice et travaille avec l'ensemble des systèmes de justice auxquels les populations ont recours au niveau local, qu'ils soient étatiques, coutumiers, religieux, communautaires, formels, informels ou même hybrides.²⁵

Renforcer une justice locale accessible aux E&J avec les acteurs communautaires

Ancrés dans les valeurs et codes socio-culturels locaux, moins chers et plus disponibles, ces acteurs de justice offrent une justice plus accessible aux populations. Reposant sur des solutions négociées visant avant tout à rétablir l'harmonie communautaire, ils mettent également l'accent sur la promotion d'une justice réparatrice et le maintien du vivre-ensemble entre les communautés.

Bien qu'indéniablement plus proches d'un point de vue géographique, humain, financier et culturel, ils ne sont, néanmoins, pas toujours en mesure de délivrer une justice adaptée aux E&J et perçus comme psychologiquement accessible par les E&J. Les procédures de justice coutumière et religieuse étant rarement écrites mais transmises d'une génération à l'autre, la majorité des acteurs de la justice coutumière ne possèdent pas de qualifications formelles sur la justice pour enfants et

²¹ Tdh, Les cliniques juridiques, un dispositif d'assistance juridique adapté aux E&J vivant dans les zones rurales, 2023.

²² Danish Institute for Human Rights, Informal Justice Systems: Charting a Course for Human Rights-based Engagement (Copenhagen, 2012), 7.

²³ Tdh Seminal Report, Fostering New Child Rights Constituencies : Leveraging Knowledge on Customary Justice Systems, 2024.

²⁴ Tdh Seminal Report, Fostering New Child Rights Constituencies : Leveraging Knowledge on Customary Justice Systems, 2024.

²⁵ Tdh, Children in contact with the law and customary justice in Afghanistan, Egypt, Jordan and Palestine, 2020.

ne suivent pas une procédure adaptée à l'âge et aux besoins des enfants. Par conséquent, ils sont davantage sujets aux dérives et pratiques discriminatoires et néfastes.²⁶ C'est pourquoi au centre de sa collaboration avec ces acteurs, Tdh place le renforcement des connaissances et des capacités. Tdh propose à ces acteurs des cycles de formation complets sur les droits de l'enfant et la justice pour enfants et travaille avec eux sur l'élimination des pratiques traditionnelles néfastes. Une fois formés, ces acteurs sont ensuite soutenus à appliquer leurs nouvelles connaissances et ajuster leur posture et langage dans leur pratique de résolution des conflits impliquant des E&J.²⁷

EXPLOITER LES CONNAISSANCES ET RENFORCER LES CAPACITÉS DES SYSTÈMES DE JUSTICE COUTUMIÈRE À TRAVERS LA RECHERCHE-ACTION ET LA FORMATION

Au cours des dix dernières années, Tdh a entrepris divers travaux de recherche au Moyen-Orient et en Afrique de l'Ouest sur le rôle des acteurs de la justice coutumière dans la résolution des différends individuels et communautaires impliquant des enfants, qu'ils soient d'ordre civil, pénal ou familial. Les résultats de ces recherches révèlent que les mécanismes de justice coutumière constituent un aspect fondamental de l'accès à la justice pour de nombreux enfants en Afghanistan, en Égypte, en Jordanie, en Palestine, au Mali et au Burkina Faso. Toutefois, ces études mettent également en évidence le manque de connaissances de ces acteurs sur les droits de l'enfant ainsi que sur les normes et procédures d'une justice adaptée aux enfants. Elles soulignent aussi l'absence du droit des enfants à être entendus dans les décisions les concernant et la non-prise en compte de leurs opinions par ces acteurs.

En adoptant une approche de recherche-action, Tdh a lancé en 2018 un vaste programme de renforcement des capacités des acteurs de la justice communautaire dans plusieurs de ces pays d'intervention, dans le but de favoriser l'accès des enfants à une justice locale adaptée et sensible à

leurs besoins. Après avoir étudié les systèmes de justice informels au Moyen-Orient et en Afrique de l'Ouest, Tdh a formé et accompagné les acteurs concernés sur les droits de l'enfant, les normes, les garanties et les procédures d'une justice adaptée et sensible aux enfants. Ce programme inclut également la promotion de la participation des enfants aux mécanismes alternatifs de résolution des conflits. Par cette initiative, Tdh aspire à transformer les pratiques de justice coutumière, en s'assurant que les droits des enfants sont non seulement protégés, mais qu'ils sont aussi entendus et respectés dans les décisions qui affectent leur vie.

Dans de nombreux cas, ces systèmes donnent la priorité à "l'harmonie ou la paix collective" plutôt qu'aux droits des individus. Les enfants et les jeunes passent généralement au second plan. Par ailleurs, ils placent rarement la participation des enfants et la prise en compte de leurs voix et opinions au centre de leurs procédures. C'est pourquoi, Tdh les accompagne pour intégrer des processus et normes qui répondent aux droits des E&J et favorisent leur participation. Afin de garantir des processus responsables et redevables vis-à-vis des E&J, Tdh accompagne également ses acteurs à mettre en place des mécanismes de redevabilité judiciaire.

Par ailleurs, l'interaction et la synergie entre les différents systèmes de justice étant cruciales pour offrir une solution cohérente, inclusive et efficace aux problèmes juridiques, Tdh soutient l'établissement de passerelles et de modes de collaboration efficaces entre les systèmes de justice.²⁸

VERS UNE JUSTICE HYBRIDE ET ADAPTÉE AUX ENFANTS

En 2017, Tdh a initié une démarche conjointe avec le ministère public de l'Autorité palestinienne et les acteurs de la justice coutumière, dont le rôle et l'importance restent cruciaux dans la société et, par conséquent, dans l'administration de la justice pour les enfants et les jeunes. Cette initiative a culminé en 2019 avec l'adoption du premier décret sur la

²⁶ Harper, E., and Colliou, Y. "Re-Imagining Customary Justice Systems: Interrogating Past Assumptions and Entertaining New Ones," *Hague J Rule Law* 15, (2022): 75–94.

²⁷ Tdh, *Guide de médiation pénale pour enfants Burkina Faso, 2019*; Tdh *Promoting and Accelerating Safe, Restorative, and*

Inclusive Access to Justice for Children & Youth, project script, The Light Foundation, 2022.

²⁸ Tdh, *Théorie du changement Accès à la Justice, 2021-2024*.

médiation pénale juvénile en Palestine, approuvé par le Parlement. Ce décret a mis en place un système de médiateurs communautaires travaillant conjointement avec les procureurs dans le cadre de la médiation. La médiation pénale est ainsi devenue la première mesure de déjudiciarisation pour les enfants et les jeunes. Les statistiques pour 2020 et 2021 montrent un impact sans précédent : la population d'enfants incarcérés a été réduite de 40 %, 1 624 cas d'enfants et de jeunes en contact avec la loi ont bénéficié d'une mesure de médiation, et la récidive chez les enfants a diminué de 51 %.²⁹

Au Burkina Faso, depuis 2017, Tdh collabore avec les autorités et les acteurs coutumiers pour l'adoption d'un décret favorisant le recours à la médiation pénale pour les mineurs, en intégrant les acteurs de justice coutumière en tant que médiateurs. En partenariat avec les procureurs, Tdh a formé plus de soixante acteurs coutumiers comme médiateurs pénaux pour enfants. Depuis l'institutionnalisation du processus de médiation pénale, la population d'enfants incarcérés a diminué de 60 % à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Ce processus a également donné naissance à un système hybride innovant où les acteurs des systèmes judiciaires formels et les médiateurs coutumiers pour enfants travaillent ensemble au sein d'un même mécanisme, promouvant ainsi une justice adaptée aux enfants.³⁰

Grâce à ces initiatives, Tdh vise à transformer les pratiques de justice coutumière et formelle, en s'assurant que les enfants bénéficient non seulement de la protection, mais aussi d'une justice équitable et adaptée à leurs besoins spécifiques.

Enfin, chaque système de justice coutumier étant ancré dans un contexte socio-culturel et ayant ses particularités, Tdh produit de nombreuses études sur les systèmes de justice coutumière visant à mieux orienter ses interventions et à cocréer des réponses réalisables et spécifiques au contexte, capables de

rendre une justice aux enfants qui respectent leurs droits.³¹

Renforcer une justice locale accessible aux E&J avec les institutions judiciaires

En plus de sa collaboration avec les acteurs de justice communautaire, Tdh s'efforce également de rapprocher les institutions judiciaires étatiques des enfants, des jeunes (E&J), et des communautés. Pour réduire les distances physiques, psychologiques, socio-culturelles et financières que rencontrent les citoyens pour accéder à la justice étatique, Tdh collabore avec les gouvernements et les institutions judiciaires pour développer et mettre en place des dispositifs de justice de proximité.

Par dispositifs de justice de proximité, on entend tous mécanismes, procédures et structures conçus pour rapprocher la justice des justiciables et des citoyens, faciliter leur accès à la justice, rendre celle-ci plus attentive aux besoins des citoyens, encourager les mécanismes amiables de résolution des conflits, désengorger le système judiciaire, rétablir un lien entre les auteurs d'infractions et leurs victimes, fournir des réponses aux questions juridiques du quotidien et assurer un traitement judiciaire plus rapide des petits litiges entre particuliers. Les dispositifs de justice de proximité peuvent agir sur trois dimensions de la proximité :

- **La proximité spatiale** consiste à rapprocher géographiquement la justice des citoyens à travers la délocalisation des tribunaux et du personnel judiciaire ou la création de structures locales et accessibles afin que les citoyens n'aient pas à parcourir de longues distances pour accéder à la justice.³²
- **La proximité humaine** ou affective s'adresse quant à elle aux obstacles psychologiques et socio-culturels de la justice, elle concourt à briser l'image répandue d'une justice

²⁹ Tdh, Children in contact with the law and customary justice in Afghanistan, Egypt, Jordan, and Palestine, 2020.

³⁰ Tdh, Rapport final Expérimentation des médiations pénales menées par les acteurs communautaires sous l'égide du parquet au Burkina Faso, 2019 ; Tdh, Guide pratique de la médiation pénale pour mineurs, Burkina Faso, 2019.

³¹ Tdh, Informal Justice for Children in Syrian Settlements in Lebanon, 2019; Tdh, Rapport final Expérimentation des médiations pénales menées par les acteurs communautaires sous l'égide du

parquet au Burkina Faso, 2019; Tdh, Children in contact with the law and customary justice in Afghanistan, Egypt, Jordan and Palestine, 2020; Tdh, Mapping & Analysis of Informal Child Protection and Child Justice Systems in Lebanon 2020; Tdh Seminal Report, Fostering New Child Rights Constituencies: Leveraging Knowledge on Customary Justice Systems, 2024.

³² Anne Wyvekens, « La justice de proximité en France », in Wyvekens A., Faget J. (dir.), La justice de proximité en Europe. Pratiques et enjeux, Toulouse, Érès, 2001.

inaccessible, opaque et complexe. Ainsi, par « justice humaine » on entend créer des relations de confiance entre les citoyens et les institutions judiciaires et une justice à l'écoute des citoyens, respectueuse des codes culturels de la localité. Contrairement aux techniciens du droit qui s'adressent aux usagers dans un jargon juridique peu compréhensible et font prévaloir la règle de droit, la justice de proximité humaine accorde une attention à la particularité de chaque situation et fait usage d'un langage et d'une communication qui se veut compris de tous.³³ Par ailleurs, ces acteurs ne visent pas à tout prix à déterminer un gagnant, ils cherchent avant tout à rétablir la paix sociale. Moins sanctionnatrice et plus compréhensive, cette justice simplifie ces procédures judiciaires et adapte ses services pour répondre aux besoins spécifiques des citoyens, en particulier ceux des E&J. Elle favorise le dialogue et les modes alternatifs de règlement des différends (MADR) aux procédures judiciaires lourdes et complexes.³⁴

- **La proximité temporelle** consiste à accélérer le temps de traitement des dossiers pour l'adapter autant que possible à la demande citoyenne parce que le temps de la justice n'est pas le temps social. Il s'agit, dès lors, de désengorger les juridictions du premier degré en particulier pour les contentieux civils de masse et d'apporter un vent de modernité et d'efficacité à l'appareil judiciaire dont la lenteur et la complexité des procédures actuelles ne sont

plus adaptées aux besoins de justice du citoyen.³⁵

En s'appuyant sur des consultations menées avec les E&J et en favorisant leur participation active à la conception des dispositifs de justice de proximité, Tdh veille à ce que leurs besoins et priorités en matière de justice soient pleinement pris en compte. Plus particulièrement, Tdh soutient les gouvernements dans le développement de structures qui :

1. Créent un environnement sûr où les E&J peuvent interagir avec les acteurs de justice.
2. Tiennent compte des difficultés d'accès spécifiques et des discriminations intersectionnelles auxquelles les enfants sont confrontés en raison de divers facteurs (âge, race, sexe, handicap).
3. Comprennent des procédures, des garanties et des services de justice adaptés et sensibles aux besoins des E&J.
4. Sont axées sur la réparation et la résolution amiable des contentieux.

Développé en Amérique du Nord et en Europe dans les années 90, le concept de justice de proximité s'est aujourd'hui répandu dans toutes les régions du monde. Parmi les dispositifs les plus connus figurent les Maisons de Justice, présentes en Belgique³⁶, en France³⁷, au Sénégal³⁸, au Togo³⁹ et au Québec⁴⁰. Chacune de ces maisons est conçue pour se rapprocher des citoyens et pallier les principaux défis d'accès à la justice. Bien qu'elles possèdent des caractéristiques communes, elles présentent également des spécificités propres à chaque contexte, répondant aux besoins de justice des

³³ Anne Wyvekens, « La justice de proximité : rapprocher la justice des citoyens ? », Les Cahiers français : documents d'actualité, 2006 ; Stéphane Bernatchez, Suzanne Comtois, Véronique Fortin, Guillaume Rousseau et Marie-Claude Desjardins, La justice de proximité : des transformations en matière d'accès à la justice vues sous l'angle de la gouvernance, Les cahiers de droit, 2021.

³⁴ Anne Wyvekens, Justice de proximité et proximité de la justice. Les maisons de justice et du droit, In: Droit et société, n°33, 1996. Les professionnels du divorce. pp. 363-388; Benoit Bastard et Pierre Guibentif, Justice de proximité : la bonne distance, enjeu de politique judiciaire, Droit et société 2007/2 (n°66), pages 267 à 539.

³⁵ Suzanne Comtois, Véronique Fortin, Guillaume Rousseau et Marie-Claude Desjardins, La justice de proximité : des transformations en matière d'accès à la justice vues sous l'angle de la gouvernance, Les cahiers de droit, 2021 ; Ansoù Sané La Justice de Proximité dans le Programme Sectoriel Justice, Sénégal, République du Sénégal, Qu'est-ce que la Justice de proximité, <https://justicedeproximite.sn/>

³⁶ Fédération Wallonie-Bruxelles, Portail des maisons de justice, <https://www.maisonsdejustice.be/>

³⁷ Ministère de la Justice, Les maisons de justice et du droit en 2022, <https://www.justice.gouv.fr/>

³⁸ Suzanne Comtois, Véronique Fortin, Guillaume Rousseau et Marie-Claude Desjardins, La justice de proximité : des transformations en matière d'accès à la justice vues sous l'angle de la gouvernance, Les cahiers de droit, 2021.

³⁹ Ansoù Sané La Justice de Proximité dans le Programme Sectoriel Justice, Sénégal, République du Sénégal, Qu'est-ce que la Justice de proximité, <https://justicedeproximite.sn/>; Moussa Samb, L'accès des justiciables à la justice au Sénégal. Vers une justice de proximité ? Afrique contemporaine 2014/2 (n° 250), pages 82 à 83.

⁴⁰ République du Togo, Décret n°2018-034/PR instituant les maisons de justice.

populations locales et à l'organisation judiciaire de chaque pays.

INSTITUTIONNALISATION DES MAISONS DE JUSTICE : L'EXPÉRIENCE DU SÉNÉGAL ET DUTOGO

Dans le cadre du projet d'Appui au Renforcement de l'État de Droit (PARED), l'Union européenne et le ministère de la Justice sénégalais ont mis en place douze maisons de justice dans des localités à forte croissance démographique et urbaine. Ces maisons de justice, fondées sur des critères de simplicité, de rapidité et de gratuité, visent à vulgariser le droit et à réguler les conflits de voisinage, les litiges familiaux et les différends portant sur de petites créances grâce à des modes alternatifs de règlement des conflits. Créées pour rapprocher la justice des justiciables et désengorger les tribunaux, elles ont accueilli depuis 2006 environ 945 000 usagers et traité plus de 175 000 dossiers de médiation, avec un taux de réussite de 75 %.⁴¹

Inspirée par ce modèle, la République du Togo a institué par décret les Maisons de Justice comme dispositif d'accès au droit et à la justice en 2018, et a ouvert depuis lors neuf maisons de justice sur l'ensemble de son territoire national. Ces structures permettent un accès équitable et rapide à la justice tout en favorisant la cohésion sociale par des moyens pacifiques et inclusifs.⁴²

Nos approches de renforcement de l'accès à la justice des E&J

Dans son action de renforcement de l'accès des E&J à une justice locale et à l'autonomisation juridique, Tdh utilise et applique les approches suivantes :

- **Des systèmes de justice spécialisés :** cela renvoie à l'instauration de tribunaux spécialisés, d'acteurs judiciaires formés ainsi qu'à la création de procédures ou processus simplifiés, compréhensibles et adaptés aux besoins de l'enfant. L'objectif est de favoriser des réponses judiciaires et sociales qui favorisent la réhabilitation, la réintégration sociale et la

protection des droits de l'enfant, tout en minimisant les effets négatifs à long terme du système judiciaire sur leur développement personnel.

- **Une approche de la justice centrée sur l'enfant :** L'approche de la justice centrée sur l'enfant met l'accent sur les besoins, les droits et le bien-être des enfants à chaque étape du processus judiciaire. Elle vise à garantir que les enfants bénéficient d'un traitement équitable, respectueux et adapté à leur âge et à leur développement. Cela inclut la reconnaissance de leur droit à être entendus, à participer activement aux décisions qui les concernent et à recevoir un soutien approprié, tel que des services de conseil et des protections spécifiques. Cette approche privilégie également la prévention et la réhabilitation plutôt que la répression, favorisant des solutions qui favorisent la réintégration sociale et la réparation des préjudices causés, tout en assurant une protection adéquate contre les abus et les traumatismes.

- **L'approche d'une justice adaptée, inclusive et non discriminatoire :** vise à garantir que les procédures judiciaires et processus de justice à tous les niveaux soient adaptés à l'âge, aux circonstances spécifiques des enfants et tiennent compte spécifiquement des discriminations intersectionnelles auxquelles ils sont confrontés. Cela implique de reconnaître et de comprendre comment les identités multiples (comme le genre, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, le statut migratoire et autres) peuvent influencer l'expérience et les risques de discrimination des E&J dans le système judiciaire. Cette approche promeut des pratiques qui visent à éliminer les préjugés et à offrir un traitement juste et équitable à tous les E&J, en particulier les E&J victimes/survivantes de toute sorte de violences liées au genre ainsi qu'à répondre de manière appropriée aux besoins spécifiques de ceux qui sont confrontés à des

⁴¹ Ansou Sané La Justice de Proximité dans le Programme Sectoriel Justice, Sénégal, République du Sénégal, Qu'est-ce que la Justice de proximité, <https://justicedeproximite.sn/>; Moussa Samb, L'accès des justiciables à la justice au Sénégal. Vers une

justice de proximité ? Afrique contemporaine 2014/2 (n° 250), pages 82 à 83.

⁴² République du Togo, Décret n°2018-034/PR instituant les maisons de justice.

formes multiples et interconnectées de discrimination.⁴³

▪ **Une justice restaurative axée sur la réinsertion :** se concentre sur la résolution des conflits et des infractions en favorisant la réparation des préjudices causés et la réinsertion des auteurs, plutôt que sur la simple punition. Cela permet aux E&J de mieux comprendre et de prendre la responsabilité de leurs actions. En impliquant activement les E&J, ainsi que leurs familles et la communauté, dans la recherche de solutions, cette approche favorise la réparation des relations endommagées, répond aux besoins des victimes et rétablit la confiance dans les relations communautaires. En réduisant la stigmatisation et en offrant des opportunités de réintégration sociale positive, elle contribue à prévenir la récidive et à soutenir le développement personnel des jeunes impliqués, promouvant ainsi un avenir plus prometteur pour eux dans la société.⁴⁴

▪ **Une justice tenant compte du développement de l'enfant y compris sur le plan neurologique :** la capacité des E&J à comprendre ce qui est en jeu et à interagir avec ceux qui les assistent dépend de leur développement physique, cognitif et émotionnel, et de la capacité des professionnels à communiquer avec les enfants d'une manière adaptée à leur âge. La dernière partie du cerveau à atteindre sa pleine maturité est le cortex préfrontal ; la zone du cerveau responsable de la planification, du raisonnement et de la maîtrise de soi. Par conséquent, un comportement juvénile perçu comme un comportement criminel prémédité est susceptible d'être en réalité une manifestation impulsive d'un mauvais jugement basé sur une pensée immature.⁴⁵ Comprendre le développement du cerveau, ainsi que l'éventail des facteurs sociaux influençant le développement de l'enfant, est crucial pour pouvoir comprendre la situation de l'enfant, communiquer avec lui et lui fournir un accès à la justice adapté et sensible à ses besoins et intérêts.⁴⁶

⁴³ Tdh, Justice pour les enfants inclusive et sensible au genre et à la diversité : transformer les défis en progrès, 2023 ; Tdh Gender Justice - Procedural Guidelines of Access to Justice Standards for Cases of Violence Against Women and Girls in Formal and Customary/Community-based Justice Systems in Palestine, 2021

⁴⁴ Tdh, Modèle d'Action: la gestion de cas tournée vers la réinsertion des enfants et jeunes en conflit avec la loi, 2024; Tdh, Justice Juvénile Restauratrice, 2014; Tdh, Give me a chance, but

a real one, How to improve the Reintegration of Children in Conflict with the Law. An analysis of the concept, key standards, and practices in the MENA region, 2020.

⁴⁵ UNDP/UNICEF/UNODC, [Child-Friendly Legal Aid in Africa](#), 2011 CF_Legal_Aid_EN_version.pdf

⁴⁶ Justice with Children, Policy Paper: [Brain Science and How It Affects Children Accused Of Crimes](#), 2021.

Orientations programmatiques : trois stratégies d'action pour renforcer l'accès des E&J à une justice locale et à l'autonomisation juridique

La sensibilisation aux droits et l'éducation juridique

La sensibilisation aux droits et l'éducation juridique consistent à doter les E&J, ainsi que leurs familles et leurs communautés des connaissances juridiques et compétences dont ils ont besoin pour comprendre leurs droits, les exercer et les revendiquer, utiliser les voies de recours pour accéder à la justice, naviguer au sein du système judiciaire et participer à l'élaboration des normes qui les concernent.⁴⁷

Exemples d'activités :

- Conduire une analyse critique et approfondie, fondée sur les connaissances, de tous les problèmes rencontrés par les jeunes en matière d'accès aux droits.
- Informer les jeunes des organisations de jeunesse et des animateurs sur les droits dont les jeunes devraient jouir et sur les voies de recours et procédures locales existantes en cas de violation de ces droits (formelles et informelles).
- Organiser des activités pédagogiques visant à sensibiliser aux droits des enfants et aux droits humains.
- Organiser des rencontres avec les magistrats spécialisés sur la justice pour enfants, une visite des institutions judiciaires et une présentation des différentes formes de participation de l'enfant aux procédures judiciaires.

L'accès à une assistance juridique adaptée

L'assistance juridique comprend des informations, des conseils, une orientation, un accompagnement et une représentation dans les procédures. Une assistance juridique adaptée aux E&J consiste à fournir des services d'assistance juridique qui leur sont accessibles, multidisciplinaires, efficaces et adaptés à leur âge et à l'éventail des besoins juridiques et sociaux auxquels sont confrontés les E&J. A cette fin, Tdh promeut la diversification des prestataires d'assistance juridique et accompagne la mise en place de structures locales fournissant des services d'information et d'assistance juridique adaptés aux enfants et aux jeunes mais également à leurs familles et à leurs communautés.

Exemples d'activités :

- Accompagner la mise en place de structures d'information et d'assistance juridique (bureaux d'information juridique, des cliniques juridiques y compris mobiles) et des consultations juridiques itinérantes.
- Soutenir la diversification des prestataires d'assistance juridique au niveau local (parajuristes communautaires, réseau d'avocats *pro bono*, etc.).
- Organiser des permanences juridiques dans les écoles, les associations et mouvements de jeunes, les centres de rééducation.
- Accompagner/mettre en place une ligne téléphonique verte d'écoute et de consultation juridique.

Le renforcement d'une justice locale accessible

L'accès effectif à une justice locale consiste à accompagner les différents acteurs de la justice à garantir aux E&J l'accès à des voies de recours accessibles, adaptées et ancrées localement pour répondre à leurs problèmes de justice. D'une part, cela consiste à sensibiliser les acteurs de justice communautaires aux droits de l'enfant et à les accompagner à intégrer dans leurs modes de règlement des différends des procédures adaptées aux E&J et à appliquer les principes de la justice pour enfant. D'autre part, il s'agit d'accompagner les acteurs judiciaires à rapprocher la justice du justiciable à travers la mise en place de dispositifs de justice de proximité atténuant les distances physiques, psychologiques, socio-culturelles et financières et renforçant la confiance entre les justiciables et les acteurs judiciaires.

Exemples d'activités :

- Accompagner la mise en place de centres de justice de proximité/communautaires, de maisons de justice, de guichets juridiques, de bureaux d'accueil et d'orientation, de maisons de médiation.
- Renforcer les capacités des acteurs de justice communautaires à garantir l'accès à des mécanismes de résolution des différends impératifs, indépendants et respectueux des droits de l'enfant.
- Renforcer la synergie et la collaboration entre les systèmes de justice pluriels.

⁴⁷ Une personne qui possède la « capacité » juridique est une personne qui sait reconnaître qu'un problème a une dimension juridique, qui sait comment (et à quel endroit) demander de l'aide,

et qui comprend qu'il est préférable de résoudre les problèmes juridiques le plus tôt possible afin d'obtenir les meilleurs résultats

possibles et qui a confiance en sa capacité de participer au processus juridique et dans le système de justice.

Ressources pour aller plus loin :

- Tdh, Informal Justice for Children in Syrian Settlements in Lebanon, 2019.
- Tdh, Rapport final Expérimentation des médiations pénales menées par les acteurs communautaires sous l'égide du parquet au Burkina Faso, 2019.
- Tdh, Guide pratique de la médiation pénale pour mineurs, Burkina Faso, 2019.
- Tdh, Mapping & Analysis of Informal Child Protection and Child Justice Systems in Lebanon, 2020.
- Tdh, Children in contact with the law and customary justice in Afghanistan, Egypt, Jordan and Palestine, 2020.
- Tdh, Mapping & Analysis of Informal Child Protection and Child Justice Systems in Lebanon, 2020.
- Tdh Seminal Report, Fostering New Child Rights Constituencies: Leveraging Knowledge on Customary Justice Systems, 2024.
- Tdh, Guide d'éducation juridique et d'accès aux droits, Les droits de l'enfant, 2024.

